



Mise à jour du zonage d'assainissement

Notice explicative pour la mise à l'enquête publique

SIEGE SOCIAL

PARC DE L'ILE - 15/27 Rue DU PORT
92022 NANTERRE CEDEX

Direction Déléguée Centre Est

Agence de Chambéry
Savoie Technolac
BP 318
73377 LE BOURGET-DU-LAC CEDEX
Tél : 04.79.26.46.00 - Fax : 04.79.26.46.08
chambery@safège.fr



Version : A

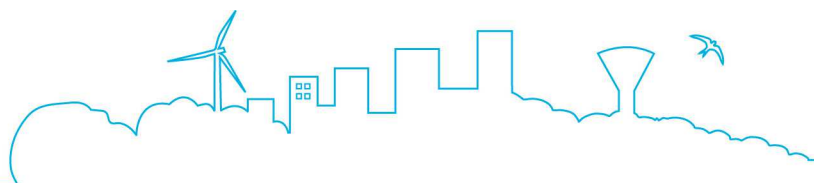
Nom Prénom et VISA du responsable :

Estelle VIOLETTE



Sommaire

1	Introduction	1
2	Contexte et objectifs du zonage	2
	2.1 Rappel du contexte réglementaire	2
	2.2 Objectifs du zonage d'assainissement	3
3	Présentation de la commune de Bonvillaret...	6
	3.1 Situation	6
	3.2 Contexte urbain	6
	3.2.1 Population et logements.....	6
	3.2.2 Urbanisation.....	6
	3.2.3 Alimentation en eau potable	7
	3.3 Milieu naturel	7
	3.3.1 Zones naturelles sensibles.....	7
	3.3.2 Topographie	7
	3.3.3 Contexte hydrographique.....	8
	3.3.4 Contexte géologique et hydrogéologique	8
	3.3.5 Risques naturels et technologiques.....	9
4	Situation de l'assainissement collectif et non- collectif	10
	4.1 Réseaux d'assainissement collectif et unités de traitement actuels....	10
	4.2 Réglementation de l'assainissement non-collectif	10
	4.3 Rappels des dispositifs d'assainissement non-collectif	11
	4.3.1 Prétraitement	11
	4.3.2 Epuration et évacuation	12
	4.3.3 Entretien des installations	15
	4.3.4 Préconisations générales à respecter lors de la mise en place d'une installation d'assainissement non-collectif	15



4.4	Service de l'assainissement non-collectif	15
4.4.1	Organisation et mise en œuvre du service d'assainissement non-collectif	16
4.4.2	contrôle des installations.....	17
4.4.3	Coûts d'investissement en équipements d'assainissement non-collectif.....	20
4.4.4	Entretien des installations	20
5	Présentation de la carte de zonage d'assainissement	21
5.1	Généralités	21
5.2	Etude de sols	21
5.2.1	Objectifs et méthodologie appliquée pour l'étude de sol	21
5.2.2	Perméabilité et typologie des sols rencontrés.....	22
5.2.3	Filières d'assainissement non-collectif adaptées	22
5.3	Critères de choix pour le zonage de l'assainissement	24
5.4	Scénarios d'assainissement étudiés et mesures complémentaires	25
5.4.1	Scénario d'assainissement collectif.....	25
5.4.2	Mesure de la charge polluante rejetée	25
5.5	Présentation de la carte de zonage d'assainissement.....	26
5.5.1	Zonage d'assainissement proposé	26
5.5.2	Justification du Zonage d'assainissement	26
6	Répercussions financières	28
6.1	Principe de « l'eau paie l'eau »	28
6.2	Service de l'assainissement collectif.....	28
6.3	Service de l'assainissement non-collectif	29
7	Conclusion	30

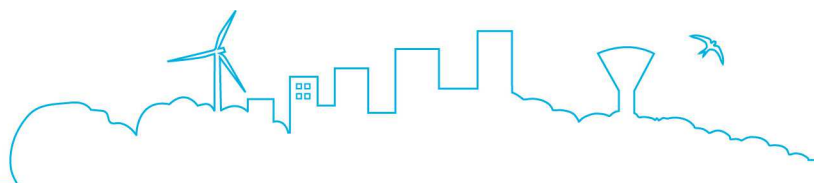


Table des illustrations

Figure 1 : Exemple d'une filière d'assainissement non-collectif avec épandage en tranchée.....	13
Figure 2 : Exemple d'une filière d'assainissement non-collectif avec filtre vertical drainé.....	14
Figure 3 : Exemple d'une filière de traitement de type filtre compact (source : EPARCO)	14
Figure 4 : Répartition de la conformité des installations en ANC de Bonvillaret	19

Table des tableaux

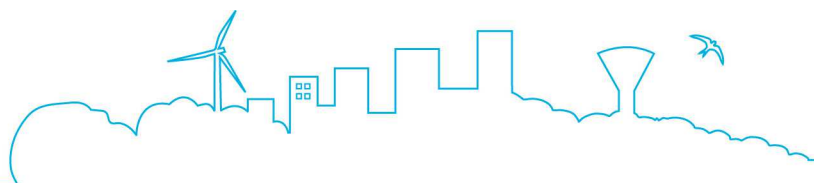
Tableau 1 : Conformité des installations d'ANC contrôlées de Bonvillaret	18
Tableau 2 : Coûts moyens des équipements d'assainissement non-collectif.....	20
Tableau 3 : Couleurs normalisées pour la cartographie de l'aptitude des sols	23
Tableau 4 : Comparaison des deux modes envisageables dans le zonage de l'assainissement	24

Table des annexes

Annexe 1 Règlement du service de l'assainissement non-collectif

Annexe 2 Carte d'aptitude des sols

Annexe 3 Zonage de l'assainissement



1 INTRODUCTION

La Loi sur l'Eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 (art. 54) et sa transcription dans le Code Général des Collectivités Territoriales (article L2224-10) imposent aux communes de délimiter, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non-collectif.

Le présent dossier d'enquête, qui concerne la commune de Bonvillaret, s'inscrit dans ce cadre réglementaire et comprend, conformément au décret suscité :

- un projet de carte des zones d'assainissement collectif et non-collectif de la commune ;
- une notice justifiant les zonages ainsi envisagés.

L'objectif est de délimiter, après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où la commune est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non-collectif, où elle est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle le décide, leur entretien.

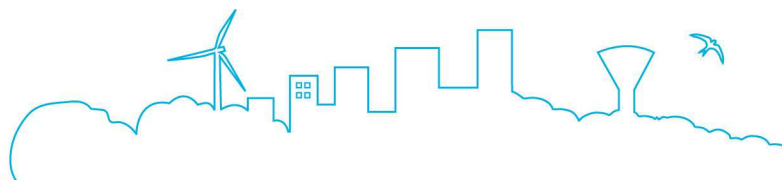
Cette réflexion porte sur :

- la faisabilité de l'assainissement non-collectif ;
- le respect de l'environnement ;
- la maîtrise des coûts ;
- les zones d'urbanisation future.

Le zonage d'assainissement mis en place par les communes constitue une règle devant être respectée par les autorités compétentes en matière d'occupation et d'utilisation des sols. Cependant, le zonage d'assainissement ne constitue pas un document d'urbanisme, au sens du Code de l'urbanisme (article R600-1 du Code de l'urbanisme), même s'il peut avoir des incidences sur l'occupation des sols, et ce bien que ce ne soit pas sa vocation initiale qui est :

- d'assurer la collecte et le traitement des eaux usées dans les zones d'assainissement collectif,
- d'assurer le contrôle, et éventuellement l'entretien, des dispositifs d'assainissement individuels.

Le présent document constitue la notice explicative du zonage d'assainissement.



2 CONTEXTE ET OBJECTIFS DU ZONAGE

2.1 RAPPEL DU CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Les communes ont pour obligation d'exercer la compétence en matière d'assainissement (articles L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales CGCT) et se doivent de faire les choix nécessaires à la mise en œuvre de cette obligation en définissant notamment le ou les systèmes d'assainissement les plus adaptés aux caractéristiques de la commune et à son environnement. Conformément aux dispositions de l'article L. 2224-10 du CGCT, elles délimitent ainsi :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non-collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

Une réflexion prospective sur l'assainissement des différentes parties de la commune doit être menée à cette occasion.

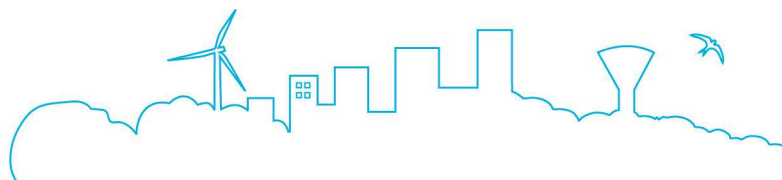
La mise en œuvre de ces obligations n'implique donc pas, dès lors qu'une commune a le choix, de mettre en place un système d'assainissement collectif en raison de la présence d'une zone urbanisée, ni d'étendre ce système à l'ensemble du territoire communal.

Au contraire, l'article R. 2224-7 du CGCT précise que les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas :

- soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement ;
- soit parce que son coût serait excessif ;

peuvent être placées en zone d'assainissement non-collectif.

L'obligation de raccordement des immeubles aux égouts, formulée par l'article L. 1331-1 du code de la santé publique, s'entend dans ce contexte. Des exonérations à l'obligation de raccordement au réseau collectif sont possibles. Elles impliquent toutefois alors que les immeubles soient obligatoirement dotés d'un assainissement non-collectif et les installations maintenues en bon état de fonctionnement. Ces possibilités d'exonération existent, mais elles sont strictement encadrées afin de ne pas porter atteinte à l'objectif général de raccordement. Les conditions d'exonération sont en effet de deux ordres et doivent être interprétées de manière cumulative. En premier lieu, l'immeuble en question doit présenter un caractère « difficilement raccordable », ce qui implique que la preuve de ce caractère puisse être apportée par le Maire lorsqu'il décide d'accorder une exonération. En second lieu, il doit être équipé d'une installation d'assainissement autonome, c'est-à-dire s'inscrire dans le cadre de l'assainissement non-collectif.



La circulaire interministérielle n°97-49 du 22 mai 1997, relative à l'assainissement non-collectif, précise que par expérience, l'assainissement collectif ne se justifie plus pour des considérations financières, dès lors que la distance moyenne entre les habitations atteint 20/25 mètres. Cette distance devant être relativisée en fonction de l'étude des milieux physiques. Au-dessus de 30 mètres, la densité est telle que l'assainissement non-collectif est compétitif, sauf conditions particulières (par exemple la présence d'une nappe sensible à protéger).

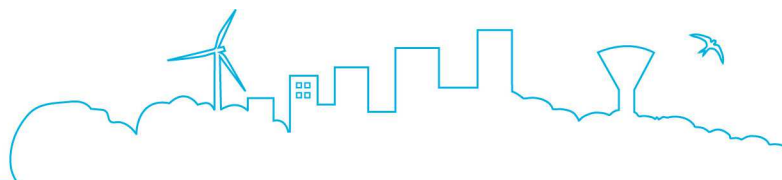
Si la loi fixe des obligations de résultats aux communes, elle leur laisse cependant le choix des moyens, notamment pour délimiter sur leur territoire les zones relevant de l'assainissement collectif (où la collecte et l'épuration sont prises en charge par le service public d'assainissement) et les zones relevant de l'assainissement non-collectif (où la mise en place et l'entretien des dispositifs sont de la responsabilité des personnes privées). La détermination des zones d'assainissement collectif et non-collectif prévue par l'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales doit ainsi être précédée d'une réflexion technico-économique et environnementale qui doit conduire à choisir l'assainissement non-collectif dans tous les secteurs où il est techniquement réalisable et où l'assainissement collectif ne se justifie pas, à savoir notamment les zones rurales ou peu densément urbanisées. Le zonage d'assainissement permet donc une optimisation de ces choix.

Le zonage assainissement ne constitue pas à lui seul un schéma directeur d'assainissement. Ce plan de zonage identifie la vocation des différentes zones du territoire de la commune en matière d'assainissement au vu de l'aptitude des sols, du coût de chaque option et de la densification de l'urbanisation. Il ne fige donc pas une situation en matière d'assainissement. Pour autant, les constructions situées en zone « assainissement collectif » ne bénéficient pas d'un droit à disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée. Le classement d'un secteur en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu. La réglementation en la matière s'applique donc comme partout ailleurs : en l'absence de réseau, il est nécessaire de disposer d'un équipement individuel maintenu en bon état de fonctionnement.

2.2 OBJECTIFS DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune de Bonvillaret, compétente en assainissement, doit délimiter le zonage d'assainissement collectif et non-collectif en précisant :

- **la ou les zones d'assainissement collectif** où la collectivité doit assurer le financement (investissement et exploitation) des équipements d'assainissement collectifs permettant la collecte, l'épuration et le rejet au milieu naturel des eaux usées domestiques. La collectivité doit également se charger de l'élimination des boues excédentaires d'épuration issues du traitement.



Les coûts du service sont financés par une redevance assainissement pour les usagers en bénéficiant ;

- **la ou les zones d'assainissement non-collectif** où la collectivité compétente est tenue d'assurer le contrôle des installations d'assainissement non-collectif et, si elle le décide, leur entretien, ainsi que le conseil et l'assistance technique aux usagers.

Ces services sont assurés par le Service Public de l'Assainissement Non-Collectif (SPANC) de la Communauté de Communes Porte de Maurienne, à qui la commune de Bonvillaret a délégué sa compétence relative à l'assainissement non-collectif.

Le financement des équipements d'assainissement non-collectif (investissement et exploitation) revient aux particuliers. La maîtrise d'ouvrage est privée.

Les objectifs de l'établissement du zonage d'assainissement collectif et non-collectif sont les suivants :

- sur le plan technique :

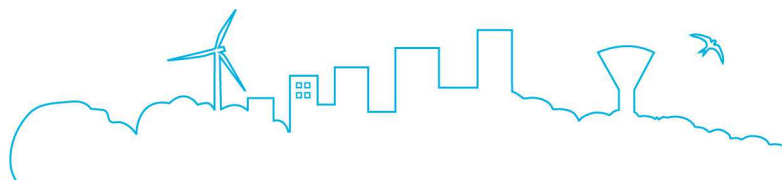
- l'optimisation des modes d'assainissement au regard des différentes contraintes techniques et environnementales ;
- la revalorisation de l'assainissement non-collectif en tant que technique épuratoire comme une alternative intéressante au réseau collectif au niveau technique, économique et environnemental ;
- l'identification des zones d'assainissement collectif permettant :
 - ◆ une délimitation fine des périmètres d'agglomération ;
 - ◆ l'évaluation des flux raccordables sur les ouvrages collectifs.
- la précision des zones d'intervention des services publics d'assainissement collectif et non-collectif (lisibilité du service public).

- sur le plan stratégique :

- la cohérence des politiques communales, c'est-à-dire l'adéquation entre les besoins de développement et la capacité des équipements publics ;
- la limitation et la maîtrise des coûts de l'assainissement collectif relatif aux eaux usées et eaux pluviales.

Le tracé du périmètre est établi sur un fond cadastral actualisé. Le plan de zonage approuvé, après enquête publique, constitue une pièce importante, opposable aux tiers et annexée aux documents d'urbanisme communaux.

En effet, toute attribution nouvelle de certificat d'urbanisme ou de permis de construire sur la commune tiendra compte du plan de zonage d'assainissement.



NOTICE EXPLICATIVE

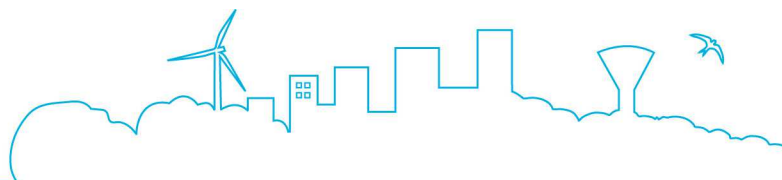
Mise à jour du zonage d'assainissement

Commune de Bonvillaret

BONVILLARET

Après adoption du projet de zonage, celui-ci est soumis à enquête publique (article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales), puis approuvé par la collectivité.

Par ailleurs, le plan de zonage n'est pas figé définitivement : il pourra être modifié, notamment pour des contraintes nouvelles d'urbanisme, en respectant les procédures légales (nouvelle enquête publique).



3 PRÉSENTATION DE LA COMMUNE DE BONVILLARET

3.1 SITUATION

La commune de Bonvillaret est située dans le département de la Savoie, à l'entrée de la vallée de la Maurienne, à environ 6 km au Nord de la commune d'Aiguebelle, sur la rive droite de l'Arc.

D'une superficie de 888 hectares, le territoire communal s'étage entre 304 m d'altitude au niveau de la vallée de l'Arc et 2 363 m au point culminant du massif du Petit Arc.

La commune est composée de 7 hameaux, dont le Chef-lieu qui se trouve à une altitude de 700 m.

3.2 CONTEXTE URBAIN

3.2.1 POPULATION ET LOGEMENTS

La commune de Bonvillaret compte 136 habitants d'après le dernier recensement réalisé par la commune en janvier 2014, dont plus de la moitié (74 habitants) résident au Chef-lieu.

Après une baisse constante de la population entre 1962 et le début des années 90, depuis 1999, la population est en constante augmentation avec une progression du nombre d'habitants de 3,1 % par an en moyenne entre 2009 et 2014.

En 2014, la commune de Bonvillaret a recensé 108 logements sur l'ensemble de la commune, parmi lesquels 44 sont situés au Chef-lieu. Ces logements sont en majorité des résidences principales (52,8%).

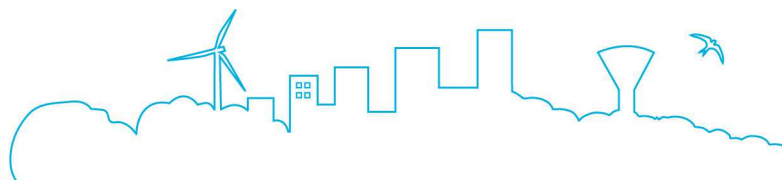
Le nombre moyen d'occupants par habitation est de 2,2 en 2010 ; ce chiffre correspondant au nombre moyen d'occupants par résidence principale.

3.2.2 URBANISATION

La commune de Bonvillaret compte 7 hameaux qui sont : le Chef-lieu, le Chaix, Les Perrières, Sombeville, Les Combes, Le Cuchet et Le Mollard.

Après le Chef-lieu qui regroupe plus de la moitié de la population permanente de la commune, le hameau du Chaix, au Sud, est le hameau le plus peuplé, en raison de son accès facile depuis la vallée. Le hameau des Combes, au Nord, isolé du reste de la commune, est essentiellement composé de résidences secondaires.

En ce qui concerne les documents d'urbanisme existants, la commune dispose d'une carte communale, approuvée par le Conseil municipal le 26 janvier 2007, et par arrêté préfectoral le 2 mai 2007.



D'après les éléments fournis par la commune, les projets d'urbanisation concernent uniquement le Chef-lieu, où l'habitat n'est amené à se développer que très modérément à raison de 7 à 8 logements supplémentaires dans le futur, soit au maximum une vingtaine d'habitants supplémentaires.

3.2.3 ALIMENTATION EN EAU POTABLE

La commune de Bonvillaret est alimentée en eau potable par la source des Ombraines, située sur le territoire de la commune voisine de Bonvillard, et par la source de Rocheray, située à Bonvillaret, qui alimente la majeure partie de la commune.

La commune de Bonvillaret a transféré la compétence eau potable au S.I.A.E.P. Porte de Maurienne qui a été créé au 1^{er} janvier 2012. En 2014, elle compte 101 abonnés à l'eau potable.

La facturation de l'eau potable sur la commune se fait actuellement au forfait en fonction du nombre d'habitants par logements, en raison de l'absence de compteurs individuels d'eau potable pour le moment. La pose de compteurs individuels est prévue à court terme.

3.3 MILIEU NATUREL

3.3.1 ZONES NATURELLES SENSIBLES

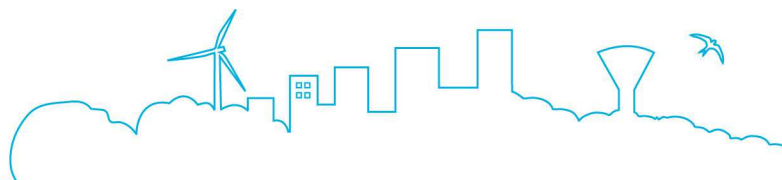
Sur l'ensemble de la commune de Bonvillaret, il est identifié deux ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique) de type I et une ZNIEFF de type II :

- ZNIEFF de type I :
 - Cours aval de l'Arc de Saint-Alban-les-Hurtières à Chamousset (surface : 400 ha) ;
 - Massif du Grand Arc (surface : 3 495 ha).
- ZNIEFF de type II :
 - Massifs de la Lauzière et du Grand Arc (surface : 23 423 ha).

3.3.2 TOPOGRAPHIE

Le territoire de Bonvillaret est situé sur le versant Ouest du massif du Petit Arc qui est le point culminant de la commune à 2 363 m d'altitude. Une crête boisée séparant au Nord les communes de Bonvillaret et Bonvillard, domine le versant escarpé exposé au Sud sur lequel les hameaux de Bonvillaret se sont développés sur les quelques replats.

En pied de versant, sur une largeur de 100 à 700 m, se développe la plaine de l'Arc qui constituait la zone de divagation de la rivière avant qu'elle soit endiguée et canalisée.



3.3.3 CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE

Le principal cours d'eau traversant la commune est l'Arc qui s'écoule de l'Est vers l'Ouest, et qui constitue la limite Sud-Ouest du territoire communal.

Plusieurs ruisseaux à caractère torrentiel, affluents de l'Arc en rive droite, traversent la commune du Nord-Est au Sud-Ouest. Les principaux sont le Vorgeray, le ruisseau de Plavany, le ruisseau du Chaix, le ruisseau des Combes et celui des Grandes Mouilles.

3.3.4 CONTEXTE GÉOLOGIQUE ET HYDROGÉOLOGIQUE

La commune de Bonvillaret, située sur le versant Sud-Ouest du Grand Arc, se rattache géologiquement à la partie externe du massif cristallin de Belledonne.

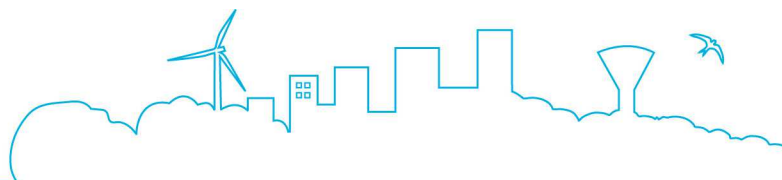
Ce substrat cristallin est constitué de roches métamorphiques qui affleurent localement à l'Est d'une ligne Le Chaix - Les Cruets - L'Arbaud. A l'Ouest de cette même ligne, y compris sur l'ensemble du replat du Chef-lieu, ces roches métamorphiques sont surmontées par des schistes marno-calcaires, grisâtres à noirâtres. Cette formation schisteuse forme une masse compacte et imperméable, qui affleure largement en bordure aval du replat du Chef-lieu, c'est-à-dire au niveau même du village depuis le cimetière jusqu'au lieu-dit « Le Château ».

A l'arrière, côté versant, ce replat est en partie comblé par des dépôts glaciaires würmiens, peu épais, de nature souvent sableuse à sablo-graveleuse, donc perméable, mais localement limono-argileuse et de faible perméabilité. Ponctuellement, ces formations ont été plus ou moins remaniées par les eaux de ruissellement.

Ces dépôts glaciaires sont largement masqués par une couverture colluviale, provenant du fluage sur le versant de produits d'altération issus des schistes et de la moraine. Ces colluvions de pente sont souvent limono-terreuses et perméables en surface, sur une épaisseur variant de 0,50 à 1 m. En profondeur, elles deviennent plus franchement argileuse et quasi imperméables.

Du point de vue hydrogéologique, on note :

- des circulations sub-superficielles au sein de la moraine glaciaire sableuse, qui émergent en grande partie au contact du substratum marno-calcaire affleurant. Une infime part s'infiltrerait localement dans le réseau de fissures du substratum. C'est le cas au niveau du lavoir à l'entrée du village, où les venues diffuses donnent naissance à une zone humide relativement étendue. Ces venues, pérennes et importantes, ont jadis été captées de façon sommaire et incomplète, et alimentent l'ancien lavoir. La majeure partie des eaux échappe à la captation, et est collectée par un drain réalisé en bordure de voirie qui est directement raccordé au réseau unitaire.



- des venues issues du réseau fissural des marno-calcaires. Ces eaux proviennent également des infiltrations quaternaires du versant, puis elles migrent au sein du placage morainique, tandis qu'une partie pénètre localement le réseau fissural du substratum.

Les débits sont toujours très faibles, mais assez réguliers. Ces émergences très localisées tarissent cependant en période estivale.

Deux de ces venues marno-calcaires sont drainées par le réseau unitaire du Chef-lieu : une au niveau de la mairie, la seconde près de grenier de la parcelle cadastrale n°432.

3.3.5 RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

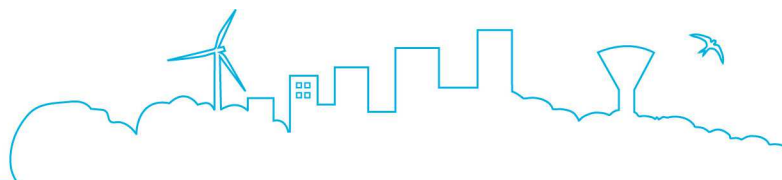
3.3.5.1 *Risques naturels*

La commune de Bonvillaret est soumise potentiellement aux risques naturels de chutes de pierres, glissements de terrain, crues torrentielles, inondations, avalanches et séismes (zone de sismicité 4 : moyenne).

Des chutes de pierres peuvent se produire en pied de versant, le long de la RD 72, mais elles sont peu importantes. Des glissements de terrain concernent la partie haute du bassin versant du Bon Nant, et un petit glissement est également répertorié entre La Grangette et La Drevette. Le risque de crues torrentielles concerne essentiellement le Vorgeray, mais tous les torrents du territoire communal sont potentiellement vulnérables. Enfin, les risques inondations et avalanches ne concernent que faiblement la commune, et seulement sur des secteurs non urbanisés.

3.3.5.2 *Risques technologiques*

La commune de Bonvillaret est concernée par le risque d'ondes de submersion en cas de rupture brutale du barrage de Bissorte, uniquement dans sa partie basse non urbanisée, en fond de vallée de l'Arc. De plus, la probabilité de ce phénomène est considérée comme extrêmement faible par EDF.



4 SITUATION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON-COLLECTIF

4.1 RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET UNITÉS DE TRAITEMENT ACTUELS

La commune de Bonvillaret est dotée d'un réseau d'assainissement collectif uniquement au Chef-lieu. Il s'agit d'un réseau considéré comme unitaire qui collecte les sorties de fosses septiques des habitations du Chef-lieu, ainsi que les eaux pluviales.

Ce réseau d'une longueur totale d'environ 800 m est constitué de 3 branches principales qui se rejoignent ensuite dans un même collecteur, qui se déverse directement dans un fossé puis dans le ruisseau du Chef-lieu, à l'Ouest du village.

Le ruisseau du Chef-lieu est un affluent en rive gauche du ruisseau des Combes, qui lui-même est un affluent de l'Arc en rive droite, à l'aval d'Aiguebelle.

Ce réseau fonctionne de façon gravitaire et il est constitué de canalisations en fibrociment de diamètre 300, 400 et 500 mm, et de canalisations en PVC de diamètre 100, 150 et 200 mm.

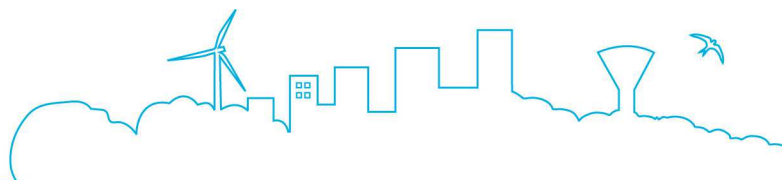
La commune ne dispose actuellement d'aucune station de traitement des effluents.

4.2 RÉGLEMENTATION DE L'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF

L'assainissement non-collectif se définit comme "toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées (...) des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées" (article 1^{er} de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non-collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅).

Il est aussi appelé assainissement individuel ou autonome.

La directive européenne du 21 mai 1991, la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, puis la loi sur l'eau du 30 décembre 2006 reconnaissent ce type d'assainissement comme une solution à part entière, alternative à l'assainissement collectif ("tout à l'égout"). En effet, lorsqu'il est correctement installé et entretenu, les performances de l'assainissement non-collectif sont très efficaces pour préserver la salubrité publique et protéger l'environnement.



Les équipements d'assainissement non-collectif sont régis par les arrêtés suivants :

- l'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non-collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅ ;
- l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non-collectif ;
- l'arrêté du 3 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non-collectif.

Ils doivent assurer l'épuration et l'évacuation des eaux usées d'origine domestique.

Dans tous les cas, ils comprennent au minimum :

- un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué ;
- un dispositif de traitement pouvant utiliser le pouvoir épurateur du sol.

4.3 RAPPELS DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF

4.3.1 PRÉTRAITEMENT

La "Fosse Septique Toutes Eaux" recueille les eaux vannes (W-C) et les eaux ménagères. Son volume est d'au moins 3 m³ pour les logements ayant jusqu'à 5 pièces. Ce volume est augmenté de 1 m³ par pièce supplémentaire.

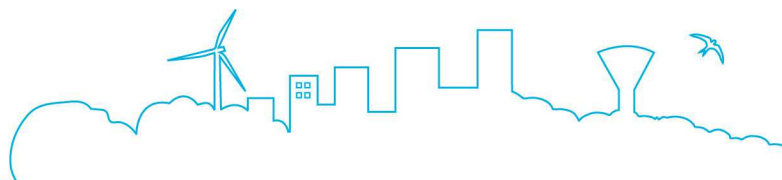
Deux types de phénomènes se déroulent dans la fosse septique toutes eaux :

- un **phénomène physique de clarification** par décantation des matières en suspension les plus lourdes (boues) et dégraissage par flottation (les graisses rendues par les eaux forment en se refroidissant une croûte en surface) ;
- un **phénomène biologique** avec digestion anaérobie des boues (début de dégradation de la charge organique).

La "Fosse Septique Toutes Eaux" assure uniquement un prétraitement nécessaire au bon fonctionnement du système d'épuration. Pour que la fosse soit efficace, les eaux usées doivent y séjourner assez longtemps.

Son volume est prévu pour que les eaux usées d'une famille moyenne y séjournent au moins 3 jours.

Elle doit être contrôlée et vidangée régulièrement ; c'est-à-dire avant que la hauteur de boues dépasse 50 % du volume utile. En effet, les boues et graisses diminuent son volume utile. Si celui-ci est trop réduit, les eaux usées sortant de la fosse risquent d'être trop chargées en graisse et en matières en suspension qui peuvent colmater le dispositif d'épandage.



La fosse septique toutes eaux n'admet que les eaux usées domestiques. Les eaux pluviales doivent être évacuées séparément et ne doivent en aucun cas transiter par le système de traitement. Il s'agit d'une préconisation générale.

La "Fosse Septique Eaux Vannes" ne recevant que les eaux de W-C, est admise exceptionnellement dans le cas de rénovation d'installations anciennes, que si elle est complétée par un bac séparateur à graisses pour les eaux ménagères.

Le pré-filtre a pour rôle de limiter les conséquences d'un relargage accidentel de matières en suspension en quantité importante suite à un dysfonctionnement hydraulique. Il présente également l'intérêt d'éviter le départ de particules isolées de densité proche de l'eau, susceptibles d'obturer les orifices situés en aval. Il doit pouvoir être nettoyé sans occasionner de départ de boues vers le massif filtrant. Il doit effectivement se bloquer et donc déborder en cas de problème.

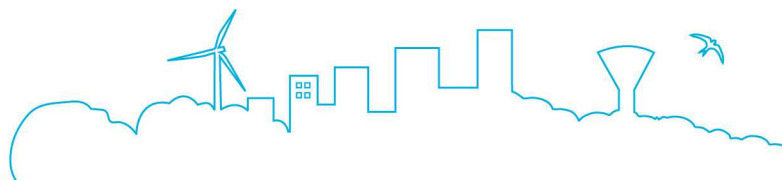
4.3.2 EPURATION ET ÉVACUATION

Un épandage souterrain est constitué par des tranchées filtrantes et lits d'épandage, lorsque les conditions de sol (profondeur, perméabilité, absence de nappe) et de relief le permettent. Il assure l'épuration et l'évacuation des effluents par le sol.

Les tranchées filtrantes et lits d'épandage peuvent être remplacés par divers dispositifs pour pallier certaines contraintes du sol (tertre filtrant, sol reconstitué, filtre à sable drainant...). Ces dispositifs assurent alors la fonction traitement. Pour ceux comportant un système de drainage, un dispositif d'évacuation des eaux traitées (rejet vers le réseau hydrographique par exemple) est nécessaire. Les puisards ou puits d'infiltration ne sont que des procédés d'évacuation, sans épuration, et ne peuvent donc être utilisés qu'à la sortie d'un dispositif de type filtre à sable drainé.

En termes de traitement des eaux usées, plusieurs solutions sont disponibles :

- les dispositifs de traitement utilisant le sol en place :
 - tranchées d'épandage à faible profondeur dans le sol naturel (épandage souterrain) ;
 - lit d'épandage à faible profondeur.
- les dispositifs de traitement utilisant le sol reconstitué :
 - lit filtrant vertical non drainé ;
 - filtre à sable vertical drainé ;
 - lit filtrant drainé à flux vertical à massif de zéolithe ;
 - lit filtrant drainé à flux horizontal.



Le traitement peut également se faire par des dispositifs agréés par les ministères en charge de la santé et de l'écologie, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques sur la santé et l'environnement. Ces dispositifs sont les suivants :

- les filtres compacts ;
- les filtres plantés ;
- les microstations à cultures libres ;
- les microstations à cultures fixées ;
- les microstations SBR.

Ces agréments portent seulement sur le traitement des eaux usées. En sortie de tout dispositif de traitement, les eaux usées traitées doivent être infiltrées si la perméabilité du sol le permet. Le rejet d'eaux usées traitées vers le milieu hydraulique superficiel n'est possible qu'après une étude particulière démontrant qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable, et après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur.

Une liste des installations agréées est présentée sur le site internet interministériel de l'assainissement non-collectif :

<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr>

Les figures ci-après présentent la composition de différents dispositifs théoriques d'assainissement non-collectif :

Figure 1 : Exemple d'une filière d'assainissement non-collectif avec épandage en tranchée

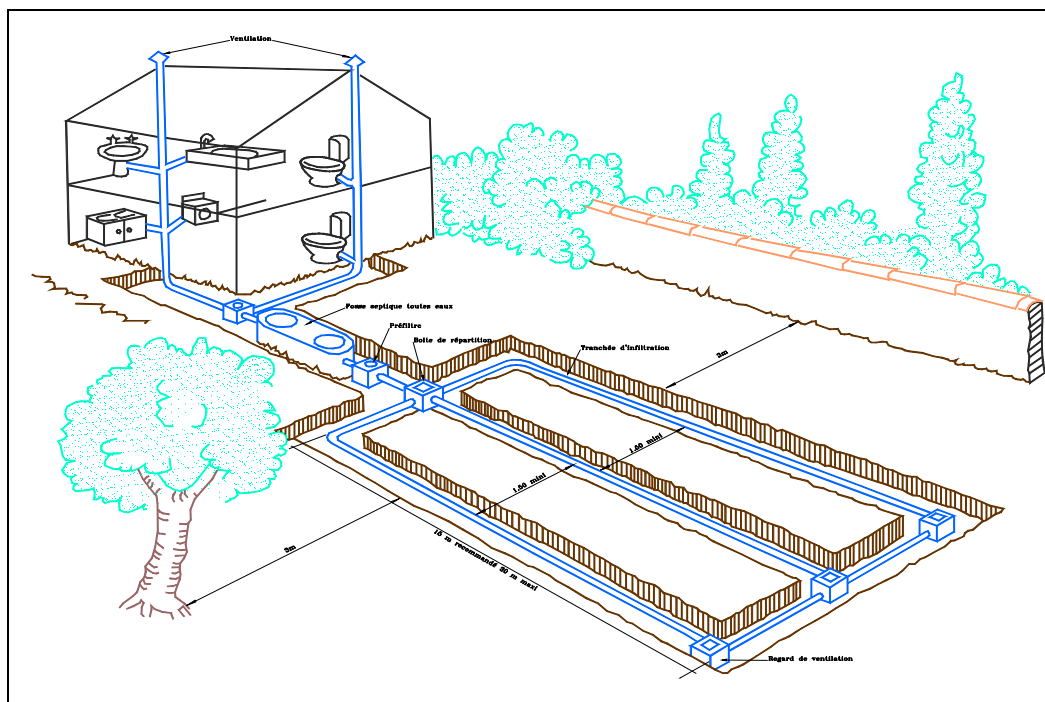


Figure 2 : Exemple d'une filière d'assainissement non-collectif avec filtre vertical drainé

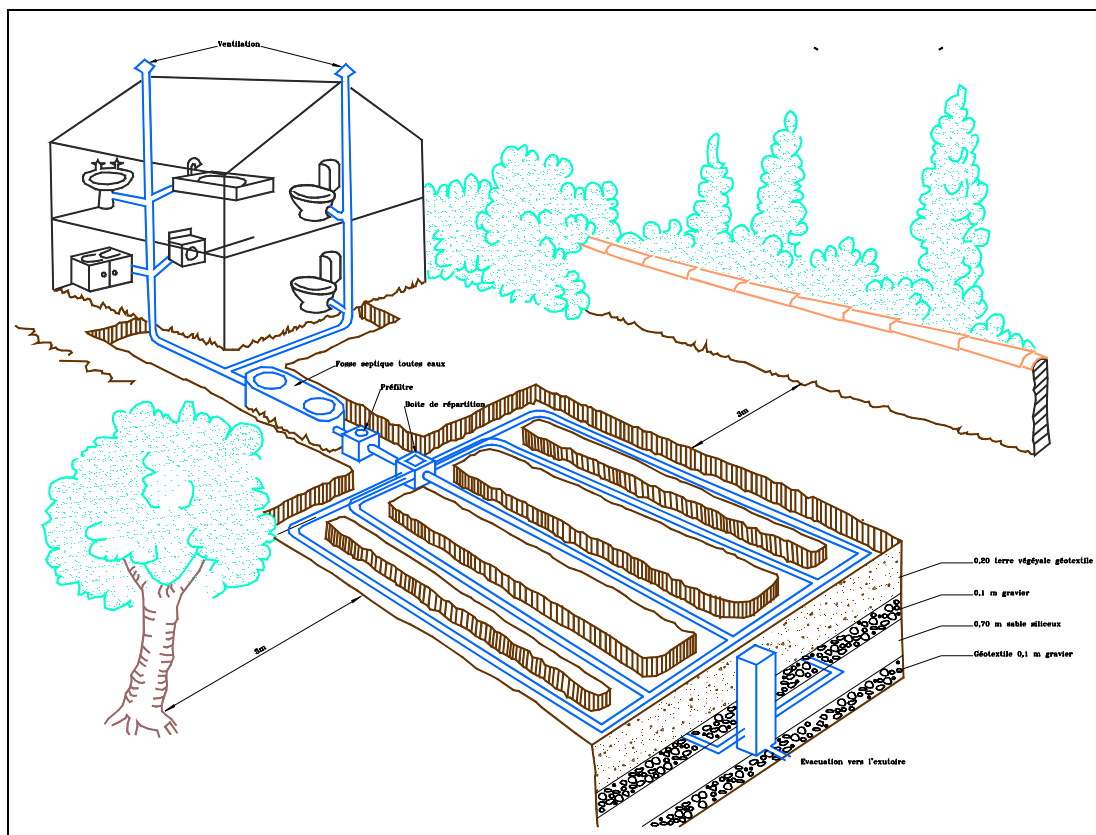
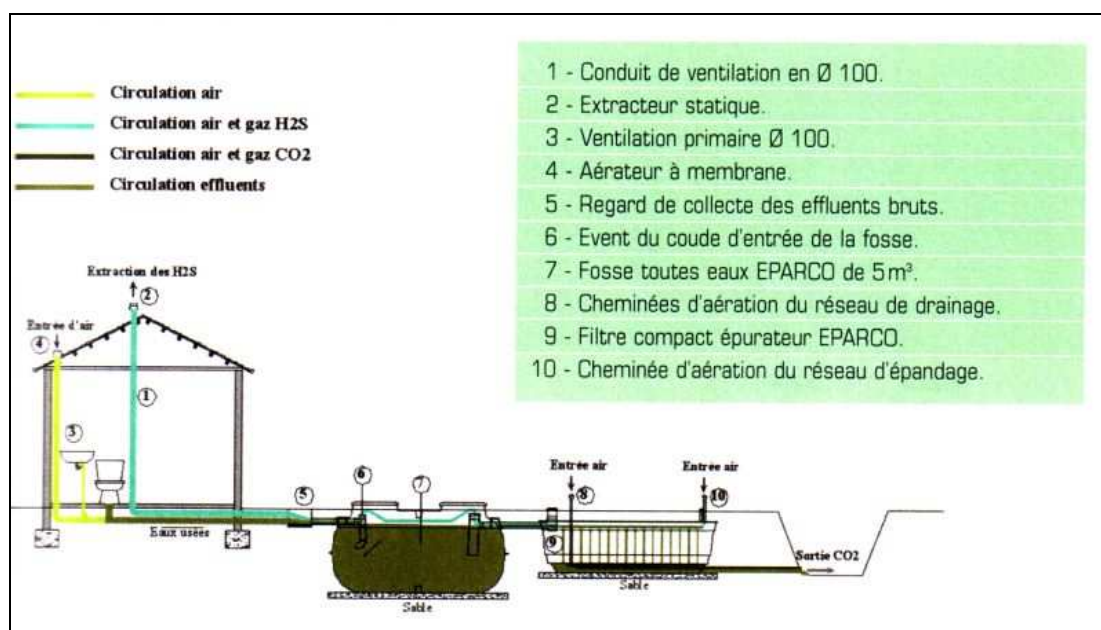


Figure 3 : Exemple d'une filière de traitement de type filtre compact (source : EPARCO)



4.3.3 ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

L'entretien des installations doit être assuré par l'occupant ou le propriétaire. Les principales opérations concernent :

- l'entretien régulier des ouvrages afin d'assurer le bon état et l'accès (coupe des végétaux...) ;
- la vidange de la fosse en moyenne tous les 4 ans (pour une habitation occupée à l'année) ;
- la vidange des bacs dégraisseurs éventuels tous les ans ;
- l'entretien éventuel pour le bon écoulement des effluents.

L'entrepreneur réalisant la vidange remet lors de l'opération un document mentionnant la description de l'opération et la destination des matières de vidange.

4.3.4 PRÉCONISATIONS GÉNÉRALES À RESPECTER LORS DE LA MISE EN PLACE D'UNE INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF

Les dispositifs doivent être conformes aux prescriptions des textes suivants :

- le Document Technique Unifié DTU 64-1 ;
- l'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 qui fixe les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non-collectif.

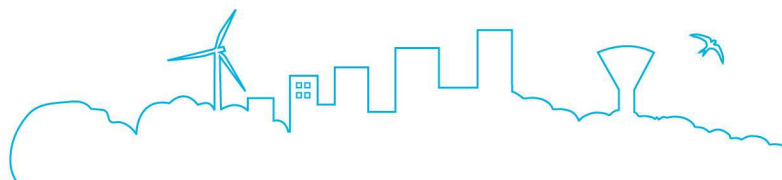
Le DTU fixe le dimensionnement de l'installation d'assainissement individuel en fonction de la taille de l'habitation. Le dispositif sera situé à une distance minimum de 5 m par rapport à l'habitation, à une distance minimum de 3 m de toute clôture ou de tout arbre, et à une distance minimum de 35 m de tout point de captage d'eau.

Pour chaque construction :

- les travaux (nouvelles installations ou réhabilitation) sont à la charge du particulier ;
- le propriétaire reste responsable du bon fonctionnement de l'installation et de son entretien ;
- la collectivité compétente en assainissement a l'obligation de contrôler la conformité de l'installation.

4.4 SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF

La commune de Bonvillaret a délégué la compétence relative à l'assainissement non-collectif au SPANC intercommunal de la Communauté de Communes Porte de Maurienne.



4.4.1 ORGANISATION ET MISE EN ŒUVRE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, LEMA, du 30 décembre 2006 avec ses décrets d'application a transmis aux communes ou groupements de communes des attributions nouvelles pour le contrôle des installations d'assainissement non-collectif et explicité les moyens dont disposent les collectivités pour effectuer les missions qui leur incombent.

Les missions qui sont dévolues au service d'assainissement non-collectif de la Communauté de Communes Porte de Maurienne sont les suivantes :

- pour les dispositifs d'assainissement neufs :
 - le contrôle de conception et d'implantation qui consiste en une validation de la filière d'assainissement projetée aux regards des contraintes liées à la configuration de la parcelle et aux caractéristiques de l'habitation (nombre de pièces notamment) ;
 - le contrôle de bonne exécution qui permet d'apprécier la conformité de la réalisation vis-à-vis du projet validé lors du contrôle de conception et d'implantation, ainsi que la qualité des travaux effectués. Ce contrôle doit être effectué avant remblaiement des ouvrages.

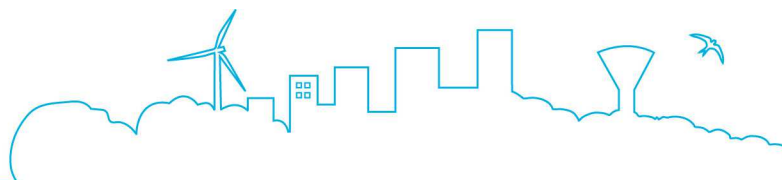
- pour les dispositifs d'assainissement existants :

La périodicité du contrôle de bon fonctionnement réalisé par le SPANC de la Communauté de Communes Porte de Maurienne a été fixée à 8 ans maximum :

- il consiste en un état des lieux de l'existant. Il permet ainsi de repérer les défauts de conception et d'usure des ouvrages, de vérifier la réalisation régulière des opérations d'entretien des ouvrages, d'apprécier les nuisances éventuelles engendrées par des dysfonctionnements, et d'évaluer si la filière doit faire l'objet ou non de travaux de réhabilitation ;
- ce contrôle doit permettre de vérifier que le dispositif n'est pas à l'origine de problèmes de salubrité publique, de pollution ou d'autres nuisances.

Le SPANC contrôle la conformité des installations d'assainissement non-collectif dans le cadre de la vente de biens immobiliers non raccordés au réseau d'assainissement collectif. Ce diagnostic des installations d'assainissement non-collectif lors des ventes des habitations est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2011 (Grenelle 2). Réglementairement, il en découle une nouvelle version du Code de la Santé publique qui précise les modalités de ce diagnostic dans son article L1331-11-1.

Le SPANC est un service public à caractère industriel et commercial (art. L.2224-8 à 12 du CGCT, Circ. 22/05/97). A ce titre, il est financé par une redevance correspondant au coût du service rendu (égalité des usagers devant le service).



Le SPANC a pour mission d'assurer un **contrôle technique**, il ne constitue pas une police administrative (les pouvoirs de police du Maire n'ont pas été transférés, ni délégués).

Le règlement intercommunal du Service Public d'Assainissement Non-Collectif est disponible auprès des services de la Communauté de Communes Porte de Maurienne. Il est joint en **annexe 1** du présent rapport. Ce règlement a fait l'objet d'une révision et d'une mise à jour en 2014.

4.4.2 CONTRÔLE DES INSTALLATIONS

Les prestations du contrôle technique sont les suivantes :

- pour les installations nouvelles ou réhabilitées :
 - conception et implantation ;
 - bonne exécution des ouvrages avec si possible une visite du chantier avant remblaiement.

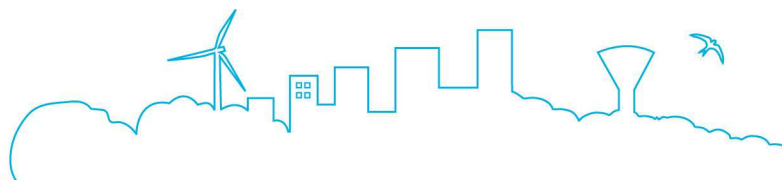
Ce contrôle peut être réalisé en parallèle (mais distinctement) avec les procédures d'urbanisme (permis de construire, certificat de conformité).

- pour les installations existantes :
 - vérification périodique du bon fonctionnement portant sur les points suivants:
 - ◆ bon état des ouvrages et ventilation ;
 - ◆ accessibilité ;
 - ◆ bon écoulement des effluents vers le dispositif d'épuration ;
 - ◆ accumulation "normale" des boues dans la fosse ;
 - ◆ qualité des rejets (si rejet en milieu superficiel) ;
 - ◆ odeurs, rejets anormaux ;
 - ◆ réalisation des vidanges périodiques.

Le contrôle technique devra en priorité se focaliser sur la conformité des installations nouvelles.

Ensuite, pour exercer leur mission de contrôle technique, le SPANC organise des visites systématiques de diagnostic des habitations existantes. Ces visites permettent d'examiner avec les propriétaires la conformité des installations et les modalités éventuelles de mise en conformité, lorsque celle-ci s'avère nécessaire compte-tenu des risques pour la santé publique.

L'accès aux propriétés est précédé d'un avis préalable de visite. Un rapport de visite est établi par le service d'assainissement dont une copie est transmise au propriétaire, à la commune, et le cas échéant à l'occupant.



La mission de contrôle technique (et éventuellement d'entretien) donne lieu à la perception d'une redevance perçue auprès de l'utilisateur, ceci en contrepartie d'une prestation rendue.

A ce jour, toutes les installations d'assainissement non-collectif du Chef-lieu de la commune de Bonvillaret ont fait l'objet d'un contrôle. Seules certaines installations d'assainissement autonome des hameaux restent à contrôler. D'après les données transmises le 22 mai 2015 par le SPANC de la Communauté de Communes Porte de Maurienne, au total 68 installations ont été contrôlées sur la centaine d'installations d'assainissement autonome que compte la commune.

Les résultats de ces contrôles concernant la qualité des systèmes d'assainissement sont présentés dans le tableau et le graphique suivants :

Tableau 1 : Conformité des installations d'ANC contrôlées de Bonvillaret

	Nombre d'installations en ANC contrôlées		Pourcentage	
Conforme	5	12	7,4%	17,6%
Acceptable	7		10,3%	
Acceptable avec réserves	20	20	29,4%	29,4%
Non acceptable	34	36	50,0%	52,9%
Non conforme	2		2,9%	
TOTAL	68		100,0%	

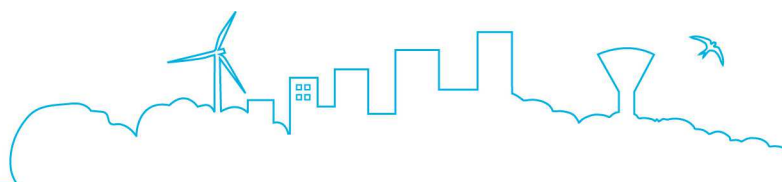
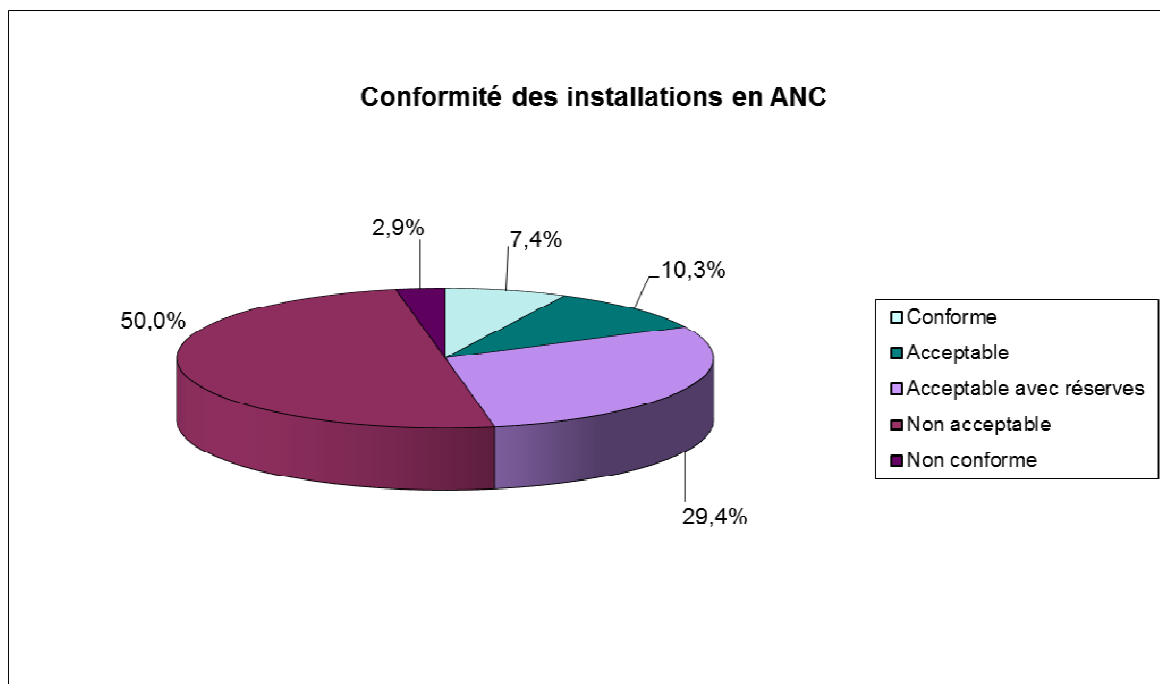


Figure 4 : Répartition de la conformité des installations en ANC de Bonvillaret



Il ressort des résultats de ces contrôles les éléments suivants :

- **17,6 % des installations contrôlées sont conformes à la réglementation en vigueur ou acceptables** : installations constituées d'un prétraitement suivi d'un système de traitement ;
- **29,4 % des installations contrôlées sont acceptables avec réserves** : les installations sont globalement conformes mais des améliorations pourraient être apportées pour améliorer ou garantir l'efficacité de l'installation ;
- **52,9% des installations contrôlées sont non conformes ou non acceptables** : habitations dont le système d'assainissement, lorsqu'il existe, est partiel et dont le fonctionnement est aléatoire. Les installations sont incomplètes, puits perdu ou pseudo champ d'épandage, avec rejets sur la propriété. Leur réhabilitation a été demandée par le SPANC et le maire sera informé de leur évolution ;

On constate donc que près de 53% des installations d'assainissement non-collectif de Bonvillaret ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur ou non acceptables.

4.4.3 COÛTS D'INVESTISSEMENT EN ÉQUIPEMENTS D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF

Le coût d'investissement pour la mise en place d'une filière d'assainissement non-collectif est très variable d'un abonné à l'autre, il dépend notamment :

- de la nature de l'opération (constructions neuves ou réhabilitations) ;
- de la qualité des ouvrages existants (fosses réutilisables ou à remplacer...) ;
- de la nature des sols ;
- des contraintes locales (fortes pentes, nécessité de relever les effluents...) ;
- du dimensionnement des ouvrages (fonction de la taille et de l'occupation du bâti).

Les coûts des installations d'assainissement autonome sont évalués de façon globale (mise en place du dispositif de prétraitement et de traitement), sans prendre en compte le coût de la réutilisation de tout ou partie de l'existant. Ils incluent un coût lié aux études préalables de faisabilité.

Tableau 2 : Coûts moyens des équipements d'assainissement non-collectif

Filières de traitement		Coût moyen de l'installation HT
Prétraitement	Traitement	
Fosse septique toutes eaux	Epandage en sol naturel	5 800 €
	Filtre à sable non drainé	7 200 €
	Filtre à sable drainé	8 100 €
Filières dérogatoires à prévoir au cas par cas (filières compactes)		9 000 €

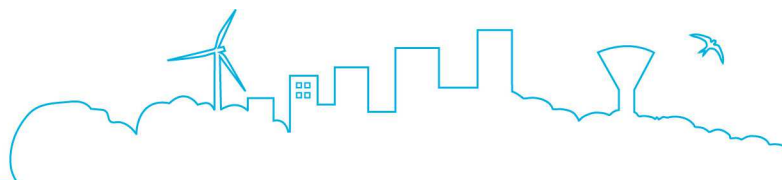
Remarque : ces chiffres sont donnés à titre indicatif sur la base de données de coûts moyens d'installations.

4.4.4 ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

L'entretien des installations doit être assuré par l'occupant ou le propriétaire. Les principales opérations concernent :

- l'entretien régulier des ouvrages afin d'assurer le bon état et l'accès (coupe des végétaux...) ;
- la vidange de la fosse en moyenne tous les 4 ans ;
- la vidange des bacs dégraisseurs éventuels tous les ans ;
- l'entretien éventuel pour le bon écoulement des effluents.

L'entrepreneur réalisant la vidange remet lors de l'opération un document mentionnant la description de l'opération et la destination des matières de vidange.



5 PRÉSENTATION DE LA CARTE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

5.1 GÉNÉRALITÉS

Le classement d'un secteur en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu.

Ce classement n'a pas pour conséquence :

- de rendre le terrain constructible ;
- d'éviter au pétitionnaire de réaliser un assainissement non-collectif conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte de la parcelle par le réseau d'assainissement.

Il constitue une pièce importante opposable aux tiers. En effet, toute attribution nouvelle de certificat d'urbanisme sur la commune tiendra compte du plan de zonage d'assainissement.

5.2 ETUDE DE SOLS

5.2.1 OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE APPLIQUÉE POUR L'ÉTUDE DE SOL

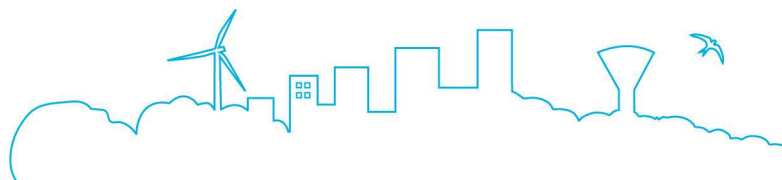
Le choix des filières de traitement pour les dispositifs d'assainissement non-collectif dépend à la fois de la nature et de la profondeur du sol en place.

La cartographie de l'aptitude des sols permet de synthétiser l'ensemble des paramètres jouant un rôle sur le fonctionnement de l'assainissement non-collectif :

- le sol : valeur de perméabilité ;
- l'eau : hydromorphie ou présence d'une nappe à faible profondeur ;
- la roche : épaisseur du sol meuble ;
- la pente : pente moyenne du sol.

La commune de Bonvillaret a fait l'objet d'une étude de sol, effectuée dans le cadre de l'étude de zonage d'assainissement réalisée en 2005-2006 par SAFEGE Environnement. Cette étude s'était également appuyée sur le rapport du bureau d'études Jeannolin fait en 1995 (Rapport d'étude géologique - Aptitude des sites à l'assainissement individuel).

Les résultats de cette étude sont reportés sur la carte d'aptitude des sols, établie en 2005, et qui est jointe au présent rapport en **annexe 2**.



Il est à noter que la cartographie qui en résulte est basée sur l'interprétation des données au droit des points d'observation et reflète l'aptitude des sols de manière globale et non à l'échelle parcellaire.

Une étude de sol répondra de façon plus précise aux caractéristiques de la parcelle et permettra la mise en œuvre d'un dispositif adapté chez chaque particulier.

5.2.2 PERMÉABILITÉ ET TYPOLOGIE DES SOLS RENCONTRÉS

Sur la commune de Bonvillaret, 25 sondages ont été réalisés à la tarière manuelle et 7 au tractopelle. De plus, 13 essais de perméabilité ont permis de quantifier la capacité du sol à l'infiltration.

Les essais de perméabilité donnent des valeurs comprises entre moins de 5 mm/h et 25 mm/h pour la majorité des essais de perméabilité réalisés, sauf dans le secteur des Cruets où la valeur de perméabilité est de 100 mm/h.

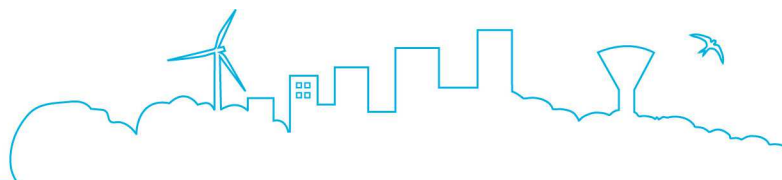
Plusieurs types de sols ont été rencontrés :

- des sols sableux à sablo-graveleux avec de bonnes perméabilités de l'ordre de 30 à 40 mm/h, mesurées au Chaix et à Sombeville lors de l'étude de Jeannolin ;
- des sols limoneux avec de faibles perméabilités de l'ordre de 15 mm/h, mesurées au Cuchet, au Chef-lieu et aux Combes ;
- des sols argileux à argilo-limoneux au Chef-lieu dans les secteurs de Pré Bugnier au Nord, de Plan du Biollay à l'Ouest et du Château, avec des perméabilités très faibles, inférieures à 5 mm/h.

Pour permettre un épandage sur sol en place, les sols doivent présenter les caractéristiques d'un milieu poreux homogène de perméabilité comprise entre 4.10^{-6} m/s (15 mm/h) et 10^{-4} m/s (350 mm/h) sur une épaisseur suffisante.

5.2.3 FILIÈRES D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF ADAPTÉES

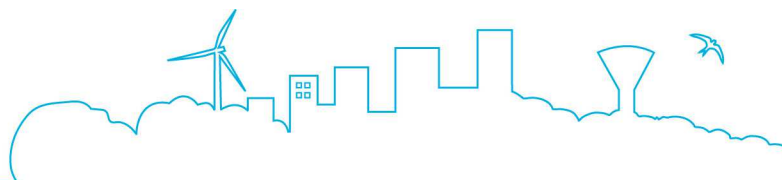
- Les **secteurs cartographiés en vert** correspondent aux zones où les sols permettent l'épuration des effluents : ils sont assez perméables, leur épaisseur est suffisante. Un système d'épandage naturel par drain peut alors y être utilisé.
- Les **secteurs cartographiés en jaune** correspondent aux zones où les sols ne permettent pas l'épuration des effluents, soit par manque d'épaisseur, soit par matrice trop argileuse donc imperméable, soit les deux. Par contre, ils permettent l'évacuation des effluents traités dans les sols. Des épandages en sol reconstitué sont préconisés.



- Les **secteurs cartographiés en orange** correspondent aux zones où les sols, généralement développés sur les marno-calcaires et argiles de colluvions, présentent une texture riche en argile ne permettant ni l'épuration, ni l'évacuation des effluents dans le sol en place. Une filière par épandage en sol reconstitué drainé est nécessaire.
- Les **secteurs cartographiés en rouge** correspondent à des zones où l'épandage est interdit (zones inondables, zones humides), ou très difficile en raison de fortes pentes. Des filières étanches sont possibles mais leur mise en œuvre est très délicate et exceptionnelle.

Tableau 3 : Couleurs normalisées pour la cartographie de l'aptitude des sols

Couleurs	Choix du dispositif	Faisabilité
Vert	Les critères remplissent les conditions : épandage en sol naturel - épandage souterrain simple gravitaire par tranchées - lit d'épandage <i>avec rejet en sous-sol</i>	aisée
Jaune	Certains critères sont défavorables : épandage en sol reconstitué non drainé filtre à sable vertical non drainé disposé en tertre selon la pente <i>avec rejet en sous-sol ou sub-surface</i>	plus élaborée
Orange	Critères défavorables majoritaires (perméabilité, sols minces...) : épandage en sol reconstitué drainé - filtre à sable vertical drainé <i>avec rejet au milieu hydraulique superficiel, puits perdus</i>	élaborée
Rouge	Tous les critères sont défavorables : épandage très difficile rocher affleurant, pentes supérieures à 40%... épandage interdit zones inondables, périmètre de protection de captage...	possibilité de filières dans certains cas



5.3 CRITÈRES DE CHOIX POUR LE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

De façon générale, les principaux avantages et inconvénients de chaque mode d'assainissement, autonome ou collectif sont présentés dans le tableau qui suit. L'ensemble de ces éléments sont pris en compte pour la réalisation du zonage de l'assainissement.

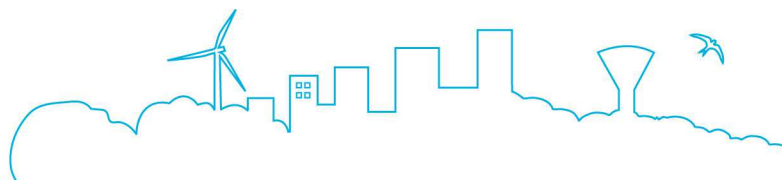
Tableau 4 : Comparaison des deux modes envisageables dans le zonage de l'assainissement

	Assainissement autonome (Maîtrise d'ouvrage privée)	Assainissement collectif (Maîtrise d'ouvrage publique)
Avantages	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'investissement pour la collectivité • Utilisation du sol pour le traitement et l'infiltration • Dispersion de la pollution traitée 	<ul style="list-style-type: none"> • La maîtrise d'ouvrage publique (communale ou intercommunale) des travaux garantit leur réalisation et un bon suivi de gestion • Une extension de l'urbanisation est plus aisément envisageable
Inconvénients	<ul style="list-style-type: none"> • La maîtrise d'ouvrage privée des travaux ne garantit pas rapidement leur réalisation et un bon suivi de gestion • Urbanisation bloquée ou très limitée dans les zones où l'aptitude des sols est médiocre et nécessite la mise en place de filières d'assainissement autonome drainées 	<ul style="list-style-type: none"> • Investissements financiers importants pour la collectivité • Création localement d'unités de traitement supplémentaires : terrain à acquérir et dispositifs à entretenir

L'assainissement autonome doit être privilégié dans les hameaux si le contexte local le permet. L'assainissement collectif est étudié dans l'étude de zonage d'assainissement comme solution alternative, compte tenu des contraintes locales ou d'un contexte particulier.

Ces facteurs, souvent concomitants, pouvant justifier l'étude d'un scénario d'assainissement collectif sont :

- l'aptitude médiocre des sols ;
- la densité de l'habitat ;
- les nuisances constatées liées au mauvais fonctionnement des filières existantes ;
- la pollution produite ;
- les perspectives d'urbanisation ;
- la proximité des réseaux existants ;
- les contraintes naturelles (pentes, zones protégées) ;
- la protection des captages d'eau potable.



5.4 SCÉNARIOS D'ASSAINISSEMENT ÉTUDIÉS ET MESURES COMPLÉMENTAIRES

Les objectifs des études préliminaires de scénarios d'assainissement sont de déterminer les solutions techniques les mieux adaptées à la collecte et au traitement des eaux usées d'origine domestique. Ces solutions vont de l'assainissement individuel à l'assainissement collectif.

La réflexion menée par la commune de Bonvillaret, ses partenaires financiers et ses soutiens techniques ont porté sur :

- la faisabilité de l'assainissement non-collectif ou collectif ;
- le respect de l'environnement ;
- la maîtrise des coûts.

5.4.1 SCÉNARIO D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Un scénario d'assainissement collectif a été étudié pour le Chef-lieu de Bonvillaret dans le cadre de l'étude de mise à jour du Schéma Directeur d'Assainissement, réalisée par SAFEGE en 2014.

Ce scénario prévoyait la création d'un réseau de collecte des eaux usées et d'une station de traitement à l'aval du Chef-lieu. Il comprenait la réalisation de :

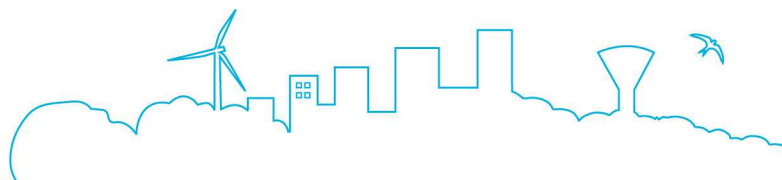
- 1 130 ml de réseau de collecte des eaux usées en DN200, dont un passage en encorbellement ;
- 52 branchements pour les habitations du Chef-lieu existantes et futures (44 habitations existantes + 8 habitations futures) ;
- 1 station de traitement de type lit planté de roseaux d'une capacité de 100 EH.

Les coûts d'investissement et d'exploitation de ce scénario d'assainissement collectif du Chef-lieu avaient été évalués de la façon suivante :

- coût total d'investissement pour les travaux et les études complémentaires : 607 000 € HT ;
- coût d'exploitation moyen des réseaux et de la station de traitement : 5 730 € HT/an.

5.4.2 MESURE DE LA CHARGE POLLUANTE REJETÉE

Suite à la mise à jour du Schéma directeur d'assainissement, la commune de Bonvillaret a fait réaliser un bilan de pollution 24 h de temps sec avec suivi du débit à l'aval du réseau de collecte des eaux pluviales et des eaux usées du Chef-lieu, afin de caractériser la charge polluante rejetée au milieu naturel en situation actuelle.



Ces mesures ont été réalisées du 31 octobre au 04 novembre 2014 par le bureau d'études SAFEGE.

Les résultats de ces mesures ont montré que l'effluent était globalement fortement dilué par d'importants volumes d'eaux claires parasites permanentes, et que les charges polluantes mesurées étaient très faibles au regard du nombre d'habitations théoriquement raccordées. Cela s'explique par le fait que le réseau d'assainissement existant de Bonvillaret collecte a priori, outre les eaux pluviales et les eaux claires parasites, principalement des effluents sortant de fosses septiques, donc déjà prétraités.

5.5 PRÉSENTATION DE LA CARTE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

5.5.1 ZONAGE D'ASSAINISSEMENT PROPOSÉ

La commune de Bonvillaret a décidé de maintenir un assainissement non-collectif sur l'ensemble de la commune.

Le plan du zonage d'assainissement de la commune de Bonvillaret, établi sur fond de plan cadastral, est joint au présent rapport en annexe 3.

Toutes les habitations de la commune doivent donc se doter d'un système de traitement de leurs eaux usées de type individuel.

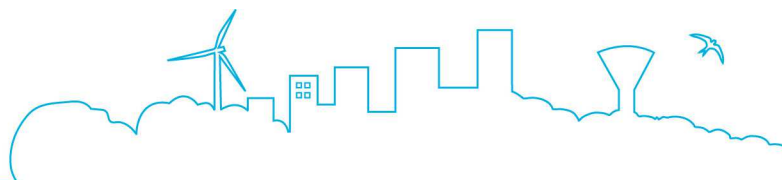
5.5.2 JUSTIFICATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Le scénario d'assainissement collectif étudié pour le Chef-lieu de Bonvillaret dans le cadre de la mise à jour du Schéma directeur d'assainissement s'avère incompatible avec les capacités de financement de la commune en raison des coûts d'investissement et de fonctionnement qu'il représente, et ce au regard du nombre relativement restreint d'habitations concernées.

De plus, les perspectives d'urbanisation du Chef-lieu sont limitées à seulement 7 ou 8 logements supplémentaires dans le futur.

Par ailleurs, en dépit des nuisances olfactives ressenties ponctuellement au cœur du Chef-lieu et surtout à l'exutoire du réseau existant dans le milieu naturel, les mesures de charges polluantes réalisées par temps sec à l'amont immédiat de cet exutoire ont montré que les concentrations en paramètres polluants étaient très faibles.

Par conséquent, les rejets actuels très dilués du réseau du Chef-lieu collectant les eaux pluviales, d'importants volumes d'eaux claires permanentes, et les sorties de fosses septiques des habitations, n'entraînent pas de dégradation de la qualité du ruisseau à l'exutoire.



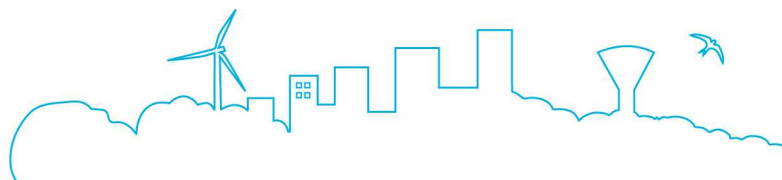
NOTICE EXPLICATIVE

Mise à jour du zonage d'assainissement

Commune de Bonvillaret

BONVILLARET

En conclusion, l'avis du service en charge de la police de l'eau sur le zonage d'assainissement du Chef-lieu de Bonvillaret stipule que « *compte tenu du résultat des études et analyses effectuées dans le cadre du SDA, la réalisation d'une station d'épuration en aval du village ne constitue pas une nécessité, ni environnementale, ni sanitaire. En conséquence, un zonage en ANC apparaît comme une solution satisfaisante et appropriée à la collectivité* ».



6 RÉPERCUSSIONS FINANCIÈRES

6.1 PRINCIPE DE « L'EAU PAIE L'EAU »

Les services de l'eau doivent aujourd'hui appliquer le principe comptable (M49) selon lequel "l'eau paie l'eau", tant pour l'eau potable que pour l'assainissement. Dans ce budget autonome, les recettes doivent équilibrer les dépenses.

De façon générale, le prix de l'eau inclut :

- les coûts d'exploitation :

Le prix du service de l'eau (ramené sur la facture d'eau de l'utilisateur au mètre cube consommé) correspond à l'ensemble des opérations qui concernent à la fois la production d'un produit de qualité, sa distribution, sa collecte après usage et enfin sa dépollution pour la protection de l'environnement.

- les coûts d'investissement :

Le prix de l'eau inclut une part de financement des nouvelles installations de collecte, de transfert ou de traitement.

Ce financement est souvent une charge difficile à supporter par la commune seule. En dehors de l'autofinancement, de l'amortissement technique des installations et du recours à l'emprunt, la commune est susceptible de recevoir des aides provenant d'organismes publics.

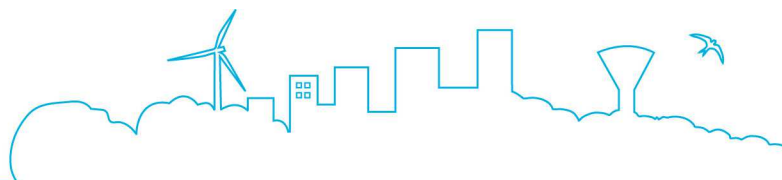
Les aides publiques potentielles sont celles provenant de l'Agence de l'Eau, dans le cadre de son 10^{ème} programme d'action 2013-2018, et du Conseil Général de la Savoie.

6.2 SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

De façon générale, les redevances d'assainissement communautaires figurent sur la facture d'eau de chaque usager raccordé aux stations d'épuration. Elles se composent :

- d'une part proportionnelle aux m³ d'eau consommés (redevance) ;
- d'une part fixe.

Actuellement, aucune habitation de Bonvillaret n'est raccordée à un réseau d'assainissement collectif dans la mesure où le réseau existant collecte uniquement les sorties de fosse septique et les eaux pluviales, et qu'aucun dispositif de traitement des eaux usées n'existe à l'aval.



De plus, dans la mesure où la commune de Bonvillaret a décidé de maintenir un assainissement non-collectif sur l'ensemble du territoire communal, elle n'est pas concernée par la mise en place d'un service d'assainissement collectif.

6.3 SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF

Le Service Public d'Assainissement Non-Collectif, ou SPANC, est un Service Public Industriel et Commercial ou SPIC qui doit donc équilibrer les recettes et les dépenses.

Les charges du service sont essentiellement constituées de frais de personnel.

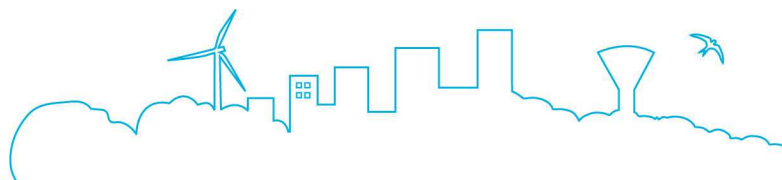
Les recettes du service comprennent les redevances d'assainissement non-collectif payées par l'utilisateur en fonction du contrôle effectué. Trois types de redevances existent :

- redevance qui comprend pour une part le contrôle de conception et d'implantation d'une installation, et pour une autre part le contrôle de réalisation des installations neuves ou réhabilitées ;
- redevance pour la vérification du fonctionnement et de l'entretien des installations existantes ;
- redevance pour la vérification du fonctionnement et de l'entretien des installations existantes d'immeubles en vente dont le dernier contrôle date de plus de 3 ans.

Par délibération du Conseil de la Communauté de Communes Porte de Maurienne en date du 25 juin 2014, le montant des redevances d'assainissement non-collectif a été fixé forfaitairement de la façon suivante :

- coût du contrôle pour les constructions neuves : 220 € TTC ;
- coût du contrôle pour les constructions existantes : 90 € TTC.
- coût du contrôle pour les constructions existantes dans le cadre d'une vente immobilière : 120 € TTC ;
- coût du déplacement en cas d'absence non justifiée à un rendez-vous fixé pour un contrôle : 50 € TTC

Par ailleurs, une majoration de 25 % de la redevance sera appliquée en cas de retard de paiement, et une majoration de 100 % de la redevance sera appliquée en cas de refus de contrôle.



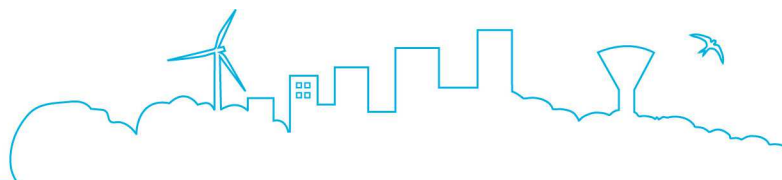
7 CONCLUSION

La commune de Bonvillaret a décidé de classer le Chef-lieu et l'ensemble des autres hameaux de la commune en zone d'assainissement non-collectif.

Ce choix s'est fait au regard de plusieurs critères tels que les coûts trop élevés que représenterait un système d'assainissement collectif pour le Chef-lieu, rapportés au nombre d'habitants concernés, et incompatibles avec les capacités financières de la commune.

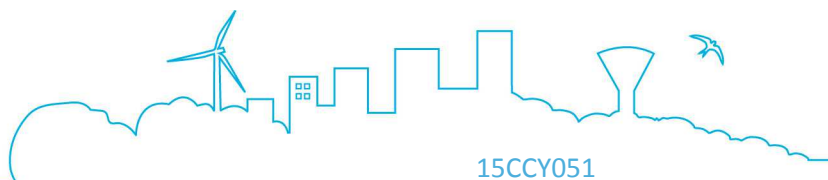
De plus, compte tenu des faibles perspectives d'urbanisation et de l'absence d'impact sanitaire et environnemental des rejets actuels du réseau de collecte du Chef-lieu, la création d'une station de traitement à l'aval du Chef-lieu ne se justifie pas.

Une carte sur un fond de plan cadastral actualisé est jointe en annexe du présent rapport pour présenter ce zonage d'assainissement non-collectif qui couvre l'ensemble du territoire communal.



ANNEXE 1

RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF





REGLEMENT DU

SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

SERVICE ASSAINISSEMENT

COMMUNAUTE DE COMMUNES PORTE DE MAURIENNE

Grande Rue – 73220 AIGUEBELLE

☎ : 04.79.44.31.61

Ou 06.66.35.33.30

assainissement@portedemaurienne.eu

Permanence mardi de 9h à 12h

Sommaire

Chapitre Ier : Dispositions générales.....	4
Article 1 ^{er} : Objet du règlement.....	4
Article 2 : Champ d'application territorial.....	4
Article 3 : Autres prescriptions.....	4
Article 4 : Définitions.....	4
Article 5 : Contexte réglementaire	5
Article 6 : Obligation de traitement des eaux usées domestiques	5
Article 7 : Immeubles tenus d'être équipés d'une installation d'assainissement non collectif.....	5
Article 8 : Procédure préalable à la conception, réalisation, modification ou remise en état d'une installation.....	6
Article 9 : Droit d'accès des agents du SPANC	7
Article 10 : Informations des usagers après les contrôles des installations.....	7
Chapitre II : Prescriptions générales applicables à l'ensemble des installations	8
Article 11 : Prescriptions techniques applicables.....	8
Article 12 : Séparation des eaux usées et des eaux pluviales	8
Article 13 : Mise hors service des dispositifs.....	8
Article 14 : Modes d'évacuation des eaux usées traitées.	8
Article 15 : Responsabilité et obligation du propriétaire et/ou occupant	9
Chapitre III : Pour les installations neuves ou à réhabiliter : examen préalable de conception.....	10
Article 16 : Responsabilité et obligation du propriétaire	10
Article 17 : Règles de conception et d'implantation des dispositifs	10
Article 18 : Examen de la conception des installations	11
Chapitre IV : Pour les installations neuves ou à réhabiliter : Vérification de l'exécution	12
Article 19 : responsabilités et obligations du propriétaire.....	12
Article 20 : Contrôle de bonne exécution des ouvrages	12
Chapitre V : Pour les installations existantes	13
Article 21 : Responsabilité du propriétaire et/ou de l'occupant de l'immeuble.....	13
Article 22 : Responsabilité du vendeur et de l'acquéreur.....	13
Article 23 : Vérification du fonctionnement et de l'entretien des installations	14
Article 24 : Consignation dans un rapport de visite	15
Chapitre VII : Dispositions financières.....	15
Article 25 : Redevance d'assainissement non collectif	15
Article 26 : Institution de la redevance	15

Article 27 : Montant de la redevance.....	15
Article 28 : Redevables de la redevance.....	16
Article 29 : Majoration de la redevance pour retard de paiement.....	16
Chapitre VIII : Dispositions d'application	17
Article 30 : Pénalités financières pour absence ou mauvais état de fonctionnement et d'entretien d'une installation d'assainissement non collectif	17
Article 31 : Pénalités financières pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle	17
Article 32 : Pénalités financières pour absence de l'utilisateur lors d'un contrôle	17
Article 33 : Mesure de police administrative en cas de pollution de l'eau ou d'atteinte à la salubrité publique.....	18
Article 34 : Constats d'infraction	18
Article 35 : Absence de réalisation, réalisation, modification ou remise en état d'une installation d'assainissement non collectif d'un immeuble en violation des prescriptions réglementaires en vigueur.....	18
Article 36 : Absence de réalisation, réalisation, modification ou remise en état d'une installation d'assainissement non collectif en violation des règles d'urbanisme	18
Article 37 : Violation des prescriptions particulières prises en matière d'assainissement non collectif par arrêté municipal ou préfectoral	19
Article 38 : Pollution de l'eau due à l'absence d'une installation d'assainissement non collectif ou à son mauvais fonctionnement.....	19
Article 39 : Voies de recours des usagers.....	19
Article 40 : Modalités d'information du règlement	19
Article 41 : Modification du règlement	19
Article 42 : Date d'entrée en vigueur du règlement	20
Article 43 : Diffusion et affichage	20
Article 44 : Clauses d'exécution	20

Chapitre Ier : Dispositions générales

Article 1^{er} : Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de déterminer les relations entre les usagers du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC). Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble de la réglementation en vigueur en matière d'ANC.

Il définit les missions assurées par le service et fixe les droits et obligations de chacun, en ce qui concerne notamment les conditions d'accès aux ouvrages, la conception des systèmes, leur réalisation, les contrôles réglementaires, leur fonctionnement, leur entretien, les conditions de paiement de la redevance d'assainissement non collectif, à savoir le contrôle de fonctionnement initial des installations et le contrôle périodique de leur entretien et de leur bon fonctionnement et enfin les dispositions d'application de ce règlement.

Article 2 : Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes Porte de Maurienne auquel la compétence « contrôle des installations d'assainissement non collectif » a été transférée par les communes de Aiguebelle, Aiton, Argentine, Bonvillaret, Epierre, Montgilbert, Montsapey, Randens, Saint Alban d'Hurtières, Saint Georges d'Hurtières, Saint Léger et Saint Pierre de Belleville.

Ce regroupement de communes est compétent en matière d'assainissement non collectif et sera désigné, dans les articles suivants, par le terme générique de « Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) ».

Article 3 : Autres prescriptions

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur.

Article 4 : Définitions

Assainissement non collectif ou assainissement individuel ou encore assainissement autonome : par assainissement non collectif (*art. 1 de l'arrêté du 7 septembre 2009*), on désigne toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées, des immeubles ou parties d'immeubles, non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées. L'installation pourra, le cas échéant, recevoir les eaux usées domestiques de plusieurs immeubles.

Immeuble : immeuble est un terme générique qui désigne indifféremment toute construction utilisée par l'habitation, qu'elle soit temporaire (mobil home, caravanes...) ou permanente (maisons, immeuble collectif...), les bureaux et les locaux affectés à d'autres usages que l'habitat (industriel, commercial et artisanal) non soumis au régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Eaux usées domestiques ou assimilées : elles comprennent l'ensemble des eaux usées domestiques ou assimilées, au titre de l'article R.214-5 du Code de l'Environnement, produites dans un immeuble, dont notamment les eaux ménagères ou eaux grises (provenant des cuisines, salles d'eau...) et les eaux vannes ou eaux noires (provenant des WC).

Usagers du SPANC : L'utilisateur du SPANC est le bénéficiaire des prestations individualisées de ce service, soit l'occupant d'un immeuble dont les eaux usées sont traitées au moyen d'un système d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution inférieure ou égale à 20

équivalents habitants. L'utilisateur de ce service est soit le propriétaire de l'immeuble équipé ou à équiper d'un dispositif d'assainissement non collectif, soit celui qui occupe cet immeuble (ci-après désigné l'occupant), à quelque titre que ce soit.

Mission de contrôle de l'assainissement non collectif : Elle vise à vérifier que les installations d'assainissement non collectif ne portent pas atteinte à la salubrité publique, ni à la sécurité des personnes, et permettent la prévention de la qualité des eaux superficielles et souterraines, en identifiant d'éventuels risques environnementaux ou sanitaires et en vérifiant la conformité de l'installation, « imputable » à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations.

Zonage d'assainissement : élaboré à l'initiative de la commune et approuvé par l'autorité compétente, après enquête publique, il définit notamment les zones qui relèvent de l'assainissement collectif, dans lesquelles les habitants sont ou seront raccordés à terme au réseau public, et les zones qui relèvent de l'assainissement non collectif, où le propriétaire d'un immeuble a l'obligation de traiter les eaux usées de son habitation.

Article 5 : Contexte réglementaire

L'assainissement non collectif est une compétence à la charge des collectivités locales instituée par la Loi sur l'Eau de 1992 et renforcée par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006. L'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 et le DTU 64.1 fixent les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif.

L'arrêté du 27 avril 2012 définit les modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations.

Article 6 : Obligation de traitement des eaux usées domestiques

Le traitement des eaux usées des immeubles non raccordés à un réseau public de collecte est obligatoire (article L.1331-1-1 du Code de la santé publique).

L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées.

Le rejet direct des eaux, dans le milieu naturel, en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit.

Article 7 : Immeubles tenus d'être équipés d'une installation d'assainissement non collectif

Tout immeuble existant ou à construire, affecté à l'habitation ou à un autre usage, et qui n'est pas raccordé à un réseau public de collecte des eaux usées, doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif, destinée à collecter et à traiter les eaux usées domestiques qu'il produit, à l'exclusion des eaux pluviales.

Le propriétaire est responsable de la conception et de l'implantation de cette installation, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que la bonne exécution des travaux correspondants. Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative les quantités d'eaux usées domestiques collectées et traitées par une installation existante. Il ne doit pas modifier l'agencement ou les caractéristiques des ouvrages ou l'aménagement du terrain d'implantation sans en avoir informé préalablement le service.

La conception, l'implantation et l'exécution de toute installation doivent être conformes aux prescriptions techniques applicables aux dispositifs d'assainissement non collectif définis par l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et à la norme AFNOR NF DTU 64.1 d'Août 2013.

Lorsque le zonage d'assainissement a été délimité sur la commune, cette obligation d'équipement concerne également les immeubles situés en zone d'assainissement collectif, soit parce que le réseau public n'est pas encore en service, soit si le réseau existe, parce que l'immeuble est considéré comme difficilement raccordable. La difficulté de raccordement d'un immeuble est appréciée par la commune ou la collectivité compétente en assainissement collectif. Cette notion vise aussi bien les contraintes techniques que financières.

Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés.

OU :

Ne sont pas tenus de satisfaire à cette obligation d'équipement, quelle que soit la zone d'assainissement où ils sont situés :

- Les immeubles abandonnés ; est considéré comme abandonné au sens de l'art. 811 du Code Civil, un immeuble dont il existe une vacance de succession, c'est-à-dire que celle-ci n'est réclamée par personne (y compris l'état), que les héritiers soient inconnus ou que les héritiers y aient renoncée.
- Les immeubles, qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire (cf LEMA).
- Les immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés.

Le non respect par le propriétaire d'un immeuble de l'obligation d'équiper celui-ci d'une installation d'assainissement non collectif peut donner lieu aux mesures administratives et/ou aux sanctions pénales prévues au chapitre IX.

Article 8 : Procédure préalable à la conception, réalisation, modification ou remise en état d'une installation

Tout propriétaire d'immeuble existant ou à construire, non raccordable à un réseau public destiné à recevoir les eaux usées, est tenu de s'informer auprès du SPANC des dispositions réglementaires qui lui sont applicables. Tout propriétaire qui dépose un permis de construire doit se mettre en rapport avec le SPANC qui lui fournit les informations et obligations qui lui sont applicables. Il en est de même pour tout propriétaire qui envisage de modifier ou de rénover son système d'assainissement non collectif.

En cas de construction d'un réseau public de collecte des eaux usées, le propriétaire a l'obligation de s'y raccorder dans la limite de 10 ans à compter de l'achèvement des travaux. Les modalités doivent être présentées sur le règlement du service public d'assainissement non collectif. Toutefois, conformément à l'art. L 1331-5 du Code de la santé publique, en cas de raccordement à un réseau public d'assainissement collectif, *« dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. »*

Article 9 : Droit d'accès des agents du SPANC

Les agents du SPANC ont accès aux propriétés privées pour procéder, selon les cas, à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, en application de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales.

Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux, dans un délai d'au moins sept jours ouvrés, sauf intervention expresse à la demande.

L'utilisateur doit être présent ou représenté lors de toute intervention du service. Il doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du SPANC, en particulier, en dégagant tous les regards de visite du dispositif. En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions des agents du SPANC, l'utilisateur est astreint au paiement de la somme définie à l'article L. 1331-8 du Code de la Santé Publique, dans les conditions prévues par cet article. Le refus d'accès et de contrôle constituent une infraction au titre de l'article L. 1312-1 du Code de la Santé Publique.

L'absence de confirmation de visite de la part de l'utilisateur après envoi d'un premier rappel puis d'un second en recommandé avec accusé de réception seront également considérés comme un refus de contrôle. Les agents du SPANC relèveront l'impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis d'effectuer leur contrôle et en rendront compte au Maire de la commune concernée. En cas d'absence de l'utilisateur lors de la visite du SPANC, l'utilisateur s'expose à l'application de pénalités financières définies au chapitre IX (dispositions financières, article 31).

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, si lors du contrôle, le SPANC ne parvient pas à recueillir des éléments probants attestant de l'existence d'une installation d'assainissement non collectif, alors le SPANC met en demeure le propriétaire de mettre en place une installation conformément aux dispositions prévues à l'article L. 1331-1-1 de la santé publique.

Article 10 : Informations des usagers après les contrôles des installations

Les observations réalisées au cours d'une visite de contrôle consignées sur un rapport de visite (détail précisé dans l'article 22 « consignment dans un rapport de visite »), dont un exemplaire est adressé au propriétaire, et le cas échéant, à l'occupant, éventuellement au maire et aux instances compétentes.

L'avis rendu par le SPANC à la suite des contrôles est porté sur ce rapport de visite où il est évalué d'une part les risques pour la santé et les risques de pollution de l'environnement présentés par l'installation et sa conformité lors d'une vente d'autre part.

Le SPANC a également pour rôle d'informer les usagers sur la réglementation en vigueur, les outils qui peuvent être utilisés pour améliorer l'installation ainsi que sur les techniques utilisées en assainissement non collectif sans pour autant se substituer au propriétaire sur le choix définitif de l'installation d'assainissement non collectif à mettre en place.

Chapitre II : Prescriptions générales applicables à l'ensemble des installations

Article 11 : Prescriptions techniques applicables

La conception, la réalisation et la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif sont définies par l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 et subordonnée au respect de la réglementation nationale et locale en vigueur.

La dernière version de la norme AFNOR DTU 64.1 de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif sera utilisée comme référence technique pour la réalisation des ouvrages de moins de 20 Equivalent Habitant (EH) ou dans la gamme pour laquelle la norme a été publiée.

Article 12 : Séparation des eaux usées et des eaux pluviales

Une installation d'assainissement non collectif doit traiter toutes les eaux usées, telles que définies à l'article 3 du présent règlement, et exclusivement celles-ci. Pour en permettre le bon fonctionnement, les eaux de vidange de piscine et les eaux pluviales ne doivent pas être évacuées dans les ouvrages.

Article 13 : Mise hors service des dispositifs

Les dispositifs de prétraitement et d'accumulation, notamment les fosses septiques ou fosses toutes eaux mis hors service ou rendu inutiles, pour quelque cause que ce soit, doivent être vidangés et curés. Ils sont soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation, conformément aux articles L. 1331-5 et L. 1331-6 du Code de la santé publique.

Article 14 : Modes d'évacuation des eaux usées traitées.

Conformément à l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié, et afin d'assurer la permanence de l'infiltration, les eaux usées traitées sont évacuées, selon les règles de l'art, par le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement. Au niveau de la parcelle de l'immeuble, si sa perméabilité est comprise entre 10 et 500 mm/h.

En cas d'impossibilité d'infiltration :

- Les eaux usées traitées peuvent être réutilisées pour l'irrigation souterraine de végétaux non utilisés pour la consommation humaine,
- Les eaux usées traitées peuvent être rejetées en milieu hydraulique superficiel, après autorisation du propriétaire ou gestionnaire du milieu récepteur, et s'il est démontré, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

En cas d'impossibilité de rejet et si l'existence d'une couche sous-jacente perméable est mise en évidence par une étude hydrogéologique, l'évacuation des eaux traitées pourra se faire dans un puits d'infiltration garni de matériaux calibrés, sous réserve de l'accord de la commune et du respect des prescriptions techniques applicables.

Toutefois, les rejets d'eaux usées, mêmes traitées, sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.

Autorisation de rejet d'eaux usées traitées vers le milieu hydraulique superficiel

Une autorisation préalable écrite du propriétaire ou gestionnaire du milieu récepteur, où s'effectuera le rejet des eaux traitées, doit être demandée et obtenue par le propriétaire de l'installation d'assainissement à créer ou à réhabiliter. Le rejet est subordonné au respect d'un objectif de qualité. Cette qualité minimale requise, constatée à la sortie du dispositif d'épuration, sur un échantillon représentatif de deux heures non décanté, est de 30 mg/l pour les matières en suspension et de 35 mg/l pour la DDO5.

Le SPANC pourra effectuer, quand il le juge nécessaire, un contrôle de la qualité du rejet. Les frais d'analyses seront à la charge du propriétaire de l'installation si les valeurs imposées précédemment sont dépassées.

Article 15 : Responsabilité et obligation du propriétaire et/ou occupant

Tout propriétaire d'une installation a l'obligation de remettre à son locataire le présent règlement de service.

Le bon fonctionnement et la pérennité des ouvrages imposent à l'usager :

- De maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule, des zones de culture ou de stockage de charge lourde,
- D'éloigner tout arbre et plantation des dispositifs d'assainissement à plus de 3 mètres,
- De maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs, notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement imperméable au-dessus des ouvrages,
- De conserver une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards, en privilégiant toutefois la sécurité des personnes (risque de chute...)
- D'assurer régulièrement les opérations d'entretien

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet, de manière à assurer :

- Le bon fonctionnement et leur bon état
- Le bon écoulement et la bonne distribution des eaux
- L'accumulation normale des boues

Les installations doivent être vérifiées et entretenues autant que de besoin, ainsi la périodicité de vidange d'une fosse septique doit être adaptée à la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50% du volume utile. Le SPANC ne pourra être rendu responsable d'une vidange trop tardive. Il appartient donc au propriétaire de faire réaliser une mesure ou de prendre comme référence une périodicité d'environ 4 ans.

Dans le cas d'une installation agréée par le ministère, l'usager est tenu de se référer au guide accompagnant l'agrément du dispositif.

Le SPANC se tient à la disposition des usagers pour les informer sur les préconisations de vidange et/ou d'entretien des différents ouvrages composant le système d'assainissement. L'usager (occupant ou propriétaire) choisit librement l'entreprise ou l'organisme qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau départemental de suivi des matières de vidanges.

Chapitre III : Pour les installations neuves ou à réhabiliter : examen préalable de conception

Article 16 : Responsabilité et obligation du propriétaire

Tout propriétaire immobilier qui équipe, modifie ou réhabilite une installation d'assainissement non collectif est responsable de sa conception et de son implantation.

Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eaux usées collectées et traitées par une installation d'assainissement non collectif existante.

Le propriétaire ou le futur propriétaire soumet son projet au SPANC, qui vérifie le respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables. Le SPANC a pour rôle d'informer l'utilisateur de la réglementation et de sensibiliser sur les règles à suivre pour que son projet soit conçu et implanté pour limiter tout désagrément.

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC, tout document nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles.

Il est vivement recommandé au propriétaire de réaliser à ses frais, par un prestataire de son choix, une étude de définition de filière, afin que la compatibilité du dispositif d'assainissement non collectif choisi avec la nature du sol, les contraintes du terrain et son bon dimensionnement soient assurés.

Dans le cas où l'installation concerne un immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle (ensemble immobilier ou installation diverse rejetant des eaux usées domestiques), le pétitionnaire doit obligatoirement réaliser cette étude (article 14 de l'arrêté du 6 mai 1996). Le service peut également exiger cette étude lorsque cela est jugé nécessaire (notamment en l'absence de schéma de zonage d'assainissement pour le secteur concerné).

Dans les autres cas si cette demande n'est pas satisfaite par l'utilisateur, le SPANC prendra contact avec le pétitionnaire pour un contrôle sur site. Un avis favorable du service ne pourra être donné que « sous réserves » après cette visite, et la responsabilité du SPANC ne saurait être engagée en cas d'inadaptation ou de dysfonctionnement du système.

Article 17 : Règles de conception et d'implantation des dispositifs

Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues de manière à ne pas présenter de risques de pollution des eaux et de risque pour la santé publique. Elles ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur, ni à la sécurité des personnes.

Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter, ainsi qu'aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu où elles sont implantées.

Les installations d'assainissement non collectif ne peuvent être implantées à moins de 35 mètres de tout captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine. Cette distance peut être réduite pour des situations particulières permettant de garantir une eau propre à la consommation. En cas d'impossibilité technique l'eau de captage est interdite à la consommation humaine.

Il est également préconisé d'implanter le système de traitement des eaux usées à moins de 5 mètres de l'habitation, 3 mètres des limites de propriétés et de 3 mètres d'arbres et arbustes.

Article 18 : Examen de la conception des installations

Le propriétaire de l'immeuble, visé à l'article 5, qui projette de réaliser, modifier ou réhabiliter une installation d'assainissement non collectif, doit se soumettre à une vérification technique de conception et d'implantation effectuée par le SPANC.

Cette mission consiste à réaliser un examen préalable de la conception, qui sera joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager.

Dans tous les cas, le propriétaire soumet au SPANC la liste des pièces du dossier de déclaration, pour permettre le contrôle de conception de l'installation qui est la suivante :

- Le formulaire de déclaration dûment rempli,
- Un plan cadastral de situation de la parcelle,
- Un plan de masse de l'habitation et de son installation d'assainissement à l'échelle,
- Un plan en coupe des ouvrages, si la SPANC le juge nécessaire,
- Une étude de définition de la filière à la parcelle si nécessaire,
- L'autorisation de rejet le cas échéant.

L'étude du dossier par le SPANC, complétée si nécessaire par une visite sur site vise notamment à vérifier l'adaptation du projet d'assainissement non collectif au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu et aux caractéristiques du terrain. Si l'avis est défavorable, le propriétaire ne peut réaliser les travaux projetés qu'après avoir présenté un nouveau projet et obtenu un avis favorable du SPANC sur celui-ci.

Contrôle de la conception de l'installation dans le cadre d'une demande d'urbanisme

Le dossier de déclaration complet est à déposer au SPANC, par le pétitionnaire, en un exemplaire, en amont de la demande de permis de construire ou d'aménager.

Contrôle de la conception de l'installation en l'absence de demande d'urbanisme

Le propriétaire d'un immeuble qui projette, en l'absence de permis de construire, d'équiper cet immeuble d'une installation d'assainissement non collectif ou de réhabiliter une installation existante, doit informer le SPANC de son projet, afin que soit réalisé la vérification technique de conception et d'implantation. Le dossier de déclaration complet doit être déposé, en un exemplaire, par le pétitionnaire, directement auprès du SPANC, ou de la mairie, le cas échéant, qui le lui transmettra.

Le SPANC, après étude du dossier complété si nécessaire par une visite de terrain, formule son avis qui pourra être favorable ou défavorable.

Si l'avis est défavorable le propriétaire ne peut réaliser les travaux projetés qu'après avoir présenté un nouveau projet et obtenu un avis favorable du SPANC sur celui-ci.

Dans tous les cas, le SPANC se donne le droit, s'il estime nécessaire, de demander des informations complémentaires voire d'effectuer une visite sur place. **Dans ce cas spécifique, une redevance complémentaire (mentionnée en annexe), sera exigible auprès du propriétaire.**

Choix d'un système avec rejet vers le milieu hydraulique superficiel (fossé, cours d'eau) ou souterrain (puits d'infiltration) : se référer à l'article 12 du présent règlement.

Chapitre IV : Pour les installations neuves ou à réhabiliter : Vérification de l'exécution

Article 19 : responsabilités et obligations du propriétaire

Le propriétaire, tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif, en application de l'article 5, qui crée ou modifie une installation existante, est responsable de la réalisation des travaux correspondants.

S'il ne réalise pas lui-même ces travaux, il choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge de les exécuter.

La réalisation d'une installation nouvelle ne peut être mise en œuvre qu'après avoir reçu un avis favorable du SPANC, à la suite de vérification technique de sa conception et de son implantation, visée à l'article 16.

Le propriétaire doit informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux, afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne réalisation avant remblaiement, par une visite sur place effectuée dans les conditions prévues à l'article 7.

Le propriétaire ne peut pas faire remblayer les dispositifs tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation expresse du SPANC.

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC, tout document nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles (factures, plans...).

Article 20 : Contrôle de bonne exécution des ouvrages

Ce contrôle a pour objet de vérifier que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme au projet validé par le SPANC et respecte les prescriptions réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou de la réhabilitation de l'installation. Il consiste à vérifier que le type de dispositif installé est conforme à la réglementation en vigueur (réglementaire ou agréé). Il porte également sur son implantation, ses dimensions, la localisation et la caractérisation des dispositifs constituant l'installation, et établit que la bonne exécution des travaux n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

Le SPANC effectue ce contrôle par une visite sur place, selon les modalités prévues par l'article 9. Afin d'assurer un contrôle efficace, le service d'assainissement non collectif pourra demander le dégagement des dispositifs qui auront été recouverts.

A l'issue de ce contrôle, le SPANC envoie au propriétaire un rapport de visite qui évalue la bonne réalisation des travaux au regard du projet présenté et au regard des prescriptions réglementaires. Il pourra préciser en plus la conformité de l'installation pour le cas d'une vente future de l'habitation. Si l'avis donné par le SPANC à l'issue du contrôle comporte des réserves ou s'il est défavorable, le SPANC obligera, en fonction des causes de dysfonctionnement :

- Soit le propriétaire des ouvrages à réaliser les travaux ou aménagements nécessaires pour supprimer ces causes, en particulier si celles-ci entraînent une atteinte à l'environnement (pollution), à la salubrité publique ou toutes autres nuisances

- Soit l'occupant des lieux à réaliser les entretiens ou réaménagements qui relèvent de sa responsabilité.

Ces contrôles donnent lieu au paiement de redevances dans les conditions prévues au chapitre VII.

Chapitre V : Pour les installations existantes

Article 21 : Responsabilité du propriétaire et/ou de l'occupant de l'immeuble

Tout propriétaire d'une installation remet à son occupant le présent règlement.

Tout immeuble existant rejetant des eaux usées domestiques, et non raccordé au réseau public de collecte, doit avoir été équipé par son propriétaire d'une installation d'assainissement non collectif, maintenue en bon état de fonctionnement.

Le propriétaire et, le cas échéant, l'occupant est responsable du bon fonctionnement des ouvrages, afin de préserver la qualité des eaux, la sécurité des personnes, ainsi que la salubrité publique.

A cet effet, seules les eaux usées, définies à l'article 3, y sont admises.

Il est interdit d'y déverser tout corps solide, liquide ou gazeux, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement de l'installation.

Cette interdiction concerne en particulier : les eaux pluviales, les eaux de vidange de piscine, les ordures ménagères même après broyage, les huiles usagées, les hydrocarbures, les liquides corrosifs, des acides, des produits radioactifs, les peintures, et les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.

Le bon fonctionnement et la pérennité des ouvrages imposent également aux usagers :

- De maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes,
- D'éloigner tout arbre et toute plantation des dispositifs d'assainissement,
- De maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus des ouvrages),
- De conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards de visite, tout en assurant la sécurité des personnes,
- D'assurer régulièrement les opérations d'entretien.

Toute modification des dispositifs existants doit donner lieu, à l'initiative du propriétaire des ouvrages, aux contrôles de conception et de bonne exécution prévus aux articles 18 et 20 du présent règlement.

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC, tout document nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles (factures, plan...)

Article 22 : Responsabilité du vendeur et de l'acquéreur

Depuis le 1^{er} janvier 2011, le rapport de visite du SPANC, établi à l'issue du dernier contrôle en date et dont la validité est toujours en cours, devra être intégré au dossier de diagnostic technique qui est fourni par le vendeur, pour être annexé à la promesse de vente ou, à défaut, à l'acte authentique de vente.

Le rapport de visite, pour être valide, devra être daté de moins de 3 ans au moment de la signature de l'acte de vente.

Au cas où le rapport de visite n'est pas valide ou inexistant, le propriétaire devra faire réaliser à sa charge, une vérification du fonctionnement et de l'entretien de son installation d'assainissement non collectif. Cette vérification doit être réalisée par le SPANC (ou un prestataire mandaté par le SPANC). C'est au SPANC que revient la responsabilité d'apprécier la conformité de l'installation en fonction des éléments figurant dans le rapport de visite.

En cas de non-conformité de l'installation d'assainissement non collectif lors de la signature de l'acte authentique de vente, l'acquéreur fera procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an après l'acte de vente.

Préalablement à la réalisation des travaux de mise en conformité, le projet devra faire l'objet d'un contrôle de sa conception et de son implantation (visé à l'article 18) puis d'un contrôle de bonne exécution (visé à l'article 20).

Article 23 : Vérification du fonctionnement et de l'entretien des installations

Les critères d'évaluation permettant de définir la non-conformité des installations existantes et les délais de réalisation des travaux qui seront prescrits, sont définis dans l'annexe II de l'arrêté du 27 avril 2012.

Les installations existantes sont considérées non conformes dans les cas suivants :

- a) Installations présentant des dangers pour la santé des personnes ;
- b) Installations présentant un risque avéré de pollution de l'environnement ;
- c) Installations incomplètes ou significativement sous-dimensionnées ou présentant des dysfonctionnements majeurs

(cf. Annexe du présent règlement)

Conformément à l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, la vérification consiste à minima, sur la base des documents fournis par le propriétaire de l'immeuble, et lors d'une visite sur place à :

- Identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation,
- Repérer l'accessibilité, les défauts d'entretien et d'usure éventuels,
- Vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou réhabilitation de l'installation (ventilation, implantation, autorisations...),
- Vérifier la réalisation de la vidange des ouvrages le nécessitant (fosse septique, micro station...) par une personne agréée, la fréquence des vidanges et la destination des matières,
- Constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances,
- Vérifier sa conformité réglementaire notamment dans le cadre des ventes immobilières.

Le contrôle périodique des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes ayant déjà fait l'objet d'un contrôle par la collectivité, et se répètera avec une périodicité de 8 ans (maximum). Cette fréquence pourra cependant varier selon le type d'installation et ses conditions d'utilisation.

Article 24 : Consignation dans un rapport de visite

A la suite de sa mission de contrôle, le SPANC consigne les observations réalisées au cours de la visite dans un rapport de visite qui sera adressé au propriétaire, à la commune et le cas échéant à l'occupant. Les conclusions sur l'évaluation des risques pour la santé et des risques de pollution de l'environnement de l'installation d'assainissement seront intégrées dans ce même rapport.

Le SPANC conclura au classement du dispositif selon les 3 cas évoqués ci-dessus, c'est-à-dire :

« Favorable », « Favorable avec réserve », ou « Défavorable ».

Il rajoutera, si nécessaire, des recommandations sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications. Il précisera aussi, en cas de risques sanitaires et environnementaux dûment constatés, la liste des travaux classés par ordre de priorité à réaliser par le propriétaire de l'installation dans les quatre ans à compter de la date du contrôle. Ce délai pourra être réduit selon le degré d'importance du risque.

Au cas où des travaux sont nécessaires, avant toute réalisation, le propriétaire informe le SPANC de son projet et se conforme, s'il y a lieu, à un contrôle de conception et de bonne exécution des ouvrages, avant leur remblaiement, dans le respect des conditions prévues dans les articles 18 à 20 du présent règlement.

En cas de refus des intéressés d'exécuter ces travaux, dans un délai imparti, ils s'exposent aux mesures administratives et/ou aux sanctions pénales prévues au chapitre VIII.

Ces missions (vérification du fonctionnement et d'entretien, diagnostic vente) donnent lieu au paiement de redevance dans les conditions prévues au chapitre VII.

Chapitre VII : Dispositions financières

Article 25 : Redevance d'assainissement non collectif

Le SPANC est soumis aux dispositions réglementaires qui régissent les services d'assainissement, notamment les articles R2224-19-5, -8 et -9 du Code général des Collectivités Territoriales.

Les prestations obligatoires de contrôle assurées par le service public d'assainissement non collectif donnent lieu au paiement de redevances d'assainissement non collectif dans les conditions prévues par ce chapitre. Ces redevances sont destinées à financer les charges du service.

Article 26 : Institution de la redevance

La redevance d'assainissement non collectif, distincte de la redevance d'assainissement collectif, est instituée par délibération de la collectivité compétente en matière d'assainissement non collectif.

Article 27 : Montant de la redevance

Le montant des redevances est déterminé, et éventuellement révisé, par délibération de l'organe délibérant (collectivité compétente en matière d'assainissement non collectif). Il tient compte du principe d'égalité entre les usagers du même service.

Toutefois des différences tarifaires entre ces usagers sont admises si elles sont fondées sur des différences de situation objectives et appréciables entre eux, en rapport avec l'objet du service (par exemple prestations différentes ou coûts de revient différents des prestations fournies).

Le montant de la redevance est défini chaque année par délibération du (EPCI, Commune...). Le tarif des redevances correspond aux charges fixes du Service Public d'Assainissement Non Collectif et se décompose en 3 parts :

- Redevance qui comprend pour une part le contrôle de conception et d'implantation d'une installation, et pour une autre part le contrôle de réalisation des installations neuves ou réhabilitées
- Redevance pour la vérification du fonctionnement et de l'entretien des installations existantes
- Redevance pour la vérification du fonctionnement et de l'entretien des installations existantes d'immeubles en vente dont le dernier contrôle date de plus de 3 ans.

Des redevances spécifiques, suite à un avis défavorable ou à un manque d'information de la part de l'utilisateur pourront être demandées à l'utilisateur dans le cadre du principe d'égalité entre usagers.

Les montants des redevances sont fixés par l'assemblée délibérante du SPANC. Ils figurent en annexe du présent règlement.

Article 28 : Redevables de la redevance

Les redevances de contrôle de conception et d'implantation d'une installation et de contrôle de réalisation sont dues par les propriétaires considérés comme usagers du SPANC dès service rendu. Elle recouvre les frais engagés par le SPANC pour l'exécution des vérifications techniques de conception, d'implantation et de bonne exécution. Ces frais engagés seront dus par l'utilisateur sur présentation de factures ou d'avis des sommes à payer.

Les redevances de contrôle de conception et d'implantation d'une installation et de contrôle de réalisation seront exigibles après l'exécution des prestations. Cependant, dans le cas de non-réalisation du dispositif d'assainissement dans le délai de 2 ans à compter de la date de la demande de contrôle de la conception et de l'implantation des installations au SPANC, la part de la redevance correspondant au contrôle de la conception et de l'implantation de l'installation sera néanmoins exigible.

Les redevances concernant la vérification des installations existantes sont facturées au titulaire de l'abonnement d'eau, ou, à défaut au propriétaire du fonds de commerce (cas où l'immeuble n'est pas destiné à l'habitation), ou à défaut au propriétaire de l'immeuble.

Dans le cas spécifique d'une installation d'assainissement non collectif dont l'immeuble est en vente, la redevance sera facturée au vendeur de l'habitation, ou à défaut, à son mandataire.

Dans le cas d'une installation d'assainissement non collectif commune à plusieurs logements, une redevance spécifique sera appliquée en fonction du service rendu.

Les opérations ponctuelles de contrôles spécifiques, faites à la demande des usagers ou de toute personne physique ou morale agissant pour leur compte, pourront donner lieu à une facture séparée.

Article 29 : Majoration de la redevance pour retard de paiement

Le défaut de paiement de la redevance, dans le mois qui suit la prestation de la facture, fait l'objet d'une relance par courrier.

Le défaut de paiement de la redevance dans les deux mois qui suivent la prestation de la lettre de relance fait l'objet d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si cette redevance n'est pas réglée dans les 15 jours suivant cette mise en demeure, elle est majorée de 25% en application de l'article R2224-19-9 du Code général des collectivités territoriales.

Chapitre VIII : Dispositions d'application

Pénalités financières

Article 30 : Pénalités financières pour absence ou mauvais état de fonctionnement et d'entretien d'une installation d'assainissement non collectif

L'absence d'installation d'assainissement non collectif réglementaire sur un immeuble qui doit en être équipé en application de l'article 5 ou son mauvais état de fonctionnement, expose le propriétaire de l'immeuble au paiement de la pénalité financière prévue par l'article L. 1331-8 du Code de la santé publique.

Article 31 : Pénalités financières pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC, l'occupant est astreint au paiement de la somme définie à l'article L. 1331-8, dans les conditions prévues par l'article.

Article 32 : Pénalités financières pour absence de l'utilisateur lors d'un contrôle

L'article L. 1331-11 du code de la santé publique prévoit que les agents du service d'assainissement aient accès aux propriétés pour procéder à la mission de contrôle. En cas d'obstacle mis à l'accomplissement de cette mission, l'occupant est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payé au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire. Cette somme peut être majorée par la collectivité, dans une proportion fixée par l'assemblée délibérante, dans la limite de 100%.

Dans le cas d'un contrôle réalisé à l'initiative de la collectivité, un avis préalable de visite sera envoyé aux intéressés (propriétaire des ouvrages et/ou occupant de l'immeuble selon le dossier traité) au minimum 7 jours avant la date prévue.

Si l'utilisateur ne donne pas suite à cet avis, un appel téléphonique afin de prendre contact avec lui sera effectué si possible. Sans suite à cet appel ou en cas de refus de contrôle, une lettre recommandée lui sera adressée, et sans suite dans les 10 jours après réception de cette lettre ou en cas de refus de contrôle, la mairie de la commune concernée en sera informée.

Après concertation et sans autre solution, la pénalité financière prévue (équivalente à la redevance majorée de 100%) sera appliquée. Une nouvelle demande de contrôle sera par ailleurs effectuée dans un délai de 2 ans.

Mesures de police générale

Article 33 : Mesure de police administrative en cas de pollution de l'eau ou d'atteinte à la salubrité publique

Pour prévenir ou faire cesser une pollution ou une atteinte à la salubrité publique due, soit à l'absence d'installation d'assainissement non collectif d'un immeuble tenu d'en être équipé en application de l'article 5, soit au mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif, le maire peut, en application de son pouvoir de police générale, prendre toute mesure réglementaire ou individuelle, en application de l'article L.2212_2 du Code général des collectivités territoriales ou de l'article L.2212-4 en cas de danger grave ou imminent, sans préjudice des mesures pouvant être prises par le préfet sur le fondement de l'article L.2215-1 du même code.

Poursuites et sanctions pénales

Article 34 : Constats d'infraction

Les infractions aux dispositions applicables aux installations d'assainissement non collectif ou celles concernant la pollution de l'eau sont constatées, soit par les agents et officiers de police judiciaire qui ont une compétence générale, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale, soit, selon la nature des infractions, par les agents de l'Etat ou des collectivités territoriales, habilités et assermentés dans les conditions prévues par l'article L. 1312-1 du Code de la santé publique, l'article L. 152-1 du Code de la construction et de l'habitation ou par l'article L. 160-4 et L. 480-1 du code de l'urbanisme.

Article 35 : Absence de réalisation, réalisation, modification ou remise en état d'une installation d'assainissement non collectif d'un immeuble en violation des prescriptions réglementaires en vigueur

L'absence de réalisation d'une installation d'assainissement non collectif lorsque celle-ci est exigée, en application de la législation en vigueur, sa réalisation, sa modification ou sa remise en état, sans respecter les prescriptions techniques en vigueur, exposent le propriétaire de l'immeuble aux sanctions pénales prévues par l'article L. 152-4 du Code de la construction et de l'habitation. En cas de condamnation, le tribunal compétent peut ordonner notamment la mise en conformité des ouvrages avec la réglementation applicable, dans les conditions prévues par l'article L.152-5 de ce code. La non réalisation de ces travaux dans le délai imparti par le juge, autorise le maire à ordonner leur exécution d'office aux frais des intéressés en application de l'article L. 152-9 du même code.

A la suite d'un constat d'infraction, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire (par le juge d'instruction ou le tribunal compétent) ou administrative (par le maire ou le préfet), dans les conditions prévues par l'article L. 152-2 du code.

Article 36 : Absence de réalisation, réalisation, modification ou remise en état d'une installation d'assainissement non collectif en violation des règles d'urbanisme

L'absence de réalisation, la réalisation, la modification ou la remise en état d'une installation d'assainissement non collectif en violation, soit des règles générales d'urbanisme ou des dispositions d'un document d'urbanisme (notamment plan d'occupation des sols ou plan local d'urbanisme) concernant l'assainissement non collectif, soit des prescriptions imposées par un permis de

construire en matière d'assainissement non collectif, est passible des sanctions prévues par l'article L. 160-1 ou L. 480-4 du Code de l'urbanisme. En cas de condamnation, le tribunal compétent peut ordonner notamment la mise en conformité des ouvrages avec les règles d'urbanisme applicables à l'installation en application de l'article L. 480-5 du code. La non réalisation de ces travaux dans le délai imparti par le juge, autorise le maire à ordonner leur exécution d'office aux frais des intéressés en application de l'article L. 480-9 du code. Dès que le constat d'infraction aux règles d'urbanisme a été dressé, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire (par le juge d'instruction ou le tribunal compétent) ou administrative (par le maire ou le préfet), dans les conditions prévues par l'article L. 480-2 du code.

Article 37 : Violation des prescriptions particulières prises en matière d'assainissement non collectif par arrêté municipal ou préfectoral

Toute violation d'un arrêté municipal ou préfectoral fixant des dispositions particulières en matière d'assainissement non collectif pour protéger la santé publique en particulier concernant les filières, expose le contrevenant à l'amende prévue par le décret n°2003-462 du 21 mai 2003.

Article 38 : Pollution de l'eau due à l'absence d'une installation d'assainissement non collectif ou à son mauvais fonctionnement

Toute pollution de l'eau qui aurait pour origine l'absence d'une installation d'assainissement non collectif sur un immeuble qui devrait en être équipé en application de l'article 5 ou au mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif, peut donner lieu à l'encontre de son auteur à des poursuites pénales et aux sanctions prévues par les articles L.216-6 ou L.432-2 du Code de l'environnement, selon la nature des dommages causés.

Autres

Article 39 : Voies de recours des usagers

Les différends individuels entre le SPANC et ses usagers relèvent du droit et de la compétence des tribunaux judiciaires, nonobstant toute convention contraire passée entre le SPANC et l'utilisateur.

Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibération instituant la redevance ou fixant ses tarifs, délibération approuvant le règlement du service, etc.) relève de la compétence du juge administratif.

Préalablement à la saisine des tribunaux, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux au SPANC.

L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Article 40 : Modalités d'information du règlement

Le présent règlement approuvé est remis ou adressé à chaque usager. Ce règlement est tenu en permanence à la disposition du public au siège de la Communauté de communes Porte de Maurienne, et en mairie, le cas échéant.

Article 41 : Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par l'assemblée délibérante compétente, selon la même procédure que celle suivie pour l'adoption du règlement initial.

Ces modifications donnent lieu à la même publicité que le règlement initial et sont portées à la connaissance des usagers du SPANC préalablement à leur mise en application.

Article 42 : Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entre en vigueur à compter du caractère de son adoption par le SPANC.

Tout règlement de service antérieur, concernant l'assainissement non collectif, est abrogé de ce fait.

Article 43 : Diffusion et affichage

Le présent règlement approuvé fera l'objet d'un affichage en mairie.

Un exemplaire de ce règlement sera également remis à chaque usager de l'assainissement non collectif à chaque contrôle.

Article 44 : Clauses d'exécution

Le Maire de la commune concernée ou le cas échéant, le Président de l'établissement public compétent, les agents du service public d'assainissement non collectif et le trésorier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par l'assemblée délibérante de la Communauté de Communes Porte de Maurienne dans sa séance du 25 juin 2014.

Le Président,

Hervé GENON

Annexe

Textes réglementaires applicables aux dispositifs d'assainissement non collectif

Arrêtés interministériels du 22 juin 2007 et du 07 septembre 2009 relatifs aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif, aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle exercé par les communes et à l'agrément des personnes réalisant les vidanges.

Délibération du 29 Novembre 2010 approuvant le règlement de service

Délibération du 29 Novembre 2010 fixant mes tarifs de la redevance d'assainissement non collectif

Code de la Santé Publique

Article L. 1311-2 : fondement légal des arrêtés préfectoraux ou municipaux pouvant être pris en matière de protection de la santé publique,

Article L. 1312-1 : Constatation des infractions pénales aux dispositions des arrêtés pris en application de l'article L. 1311-2,

Article L. 1312-2 : délit d'obstacle au constat des infractions pénales par les agents du ministère de la santé ou des collectivités territoriales,

Article L. 1331-1-1 : immeubles tenus d'être équipés d'une installation d'assainissement non collectif

Article L. 1331-8 : pénalité financière applicable aux propriétaires d'immeubles non équipés d'une installation autonome, alors que l'immeuble n'est pas raccordé au réseau public, ou dont l'installation n'est pas régulièrement entretenue ou en bon état de fonctionnement ou encore pour refus d'accès des agents du SPANC aux propriétés privées,

Article L. 1331-11 : accès des agents du SPANC aux propriétés privées.

Code Général des Collectivités Territoriales

Article L. 2224-8 : mission de contrôle obligatoire en matière d'assainissement non collectif,

Article L. 2212-2 : pouvoir de police général du maire pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique,

Article L. 2215-4 : pouvoir de police général du maire en cas d'urgence,

Article L. 2215-1 : pouvoir de police général du Préfet,

Article R. 2224-19 concernant les redevances d'assainissement.

Article 62 et 64 de l'arrêté du 16 décembre 2010 portant sur la réforme des collectivités territoriales : transfert du pouvoir de police du maire au président de l'EPCI compétent.

Code de la construction et de l'Habitation

Article L.152-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions réglementaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement autonome d'un bâtiment d'habitation, lorsque celui-ci n'est pas raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, ou des travaux concernant cette installation, réalisés en violation des prescriptions techniques prévues par la réglementation en vigueur.

Code de l'Urbanisme

Articles L. 160-4 et L. 480-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions pris en application du Code de l'urbanisme, qui concerne les installations d'assainissement non collectif,

Articles L. 160-1, L. 480-1 à L. 480-9 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif en violation des règles d'urbanisme ou des travaux réalisés en méconnaissance des règles de ce code.

Code de l'Environnement

Article L. 432-2 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau portant atteinte à la faune piscicole,

Article L. 437-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions de l'article L. 432-2,

Article L. 216-6 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau n'entraînant pas de dommages prévus par les deux articles précédents

Textes non codifiés

Arrêté ministériel du 10 juillet 1996 relatifs aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées.

Décret n°2003-462 du 21 mai 2003, article 7 : amende applicable aux infractions aux arrêtés préfectoraux et municipaux concernant les installations d'assainissement non collectif.

Le cas échéant :

-arrêté préfectoral ou municipal concernant ces dispositifs,

-articles du règlement du POS ou du PLU applicables à ces dispositifs

-arrêté(s) de protection des captages d'eau potable situés dans la zone d'application du règlement,

-le règlement sanitaire départemental

Évolutions réglementaires :

Toute réglementation nationale ou préfectorale à venir sur l'assainissement non collectif et/ou modifiant les textes législatifs et réglementaires visés dans le présent règlement.

Extrait de l'Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif

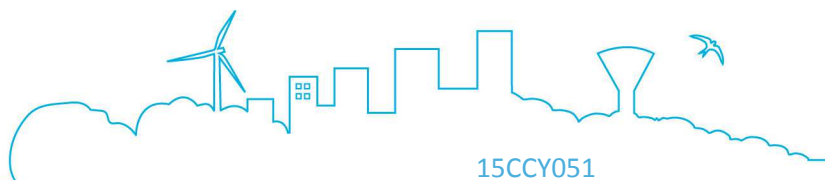
Problèmes constatés sur l'installation	Zone à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	NON	OUI	
		<i>Enjeux sanitaires</i>	<i>Enjeux environnementaux</i>
<input type="checkbox"/> Absence d'installation	Non respect de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ★ Mise en demeure de réaliser une installation conforme ★ Travaux à réaliser dans les meilleurs délais		
<input type="checkbox"/> Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes) <input type="checkbox"/> Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation <input type="checkbox"/> Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente		
<input type="checkbox"/> Installation incomplète <input type="checkbox"/> Installation significativement sous-dimensionnée <input type="checkbox"/> Installation présentant des dysfonctionnements majeurs	Installation non conforme Article 4 - cas c) ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Risque environnemental avéré Article 4 - cas b) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente
<input type="checkbox"/> Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	★ Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation		

Tarifs des redevances en vigueur du SPANC Porte de Maurienne

Redevances ANC (TTC)	
Contrôle de diagnostic des installations	90 €
Contrôle des installations neuves	220 €
Contrôle diagnostic vente	120€ (90 € +30 €)
RDV absent	50 €
Retard de paiement	Redevance majorée de 25%
Refus de contrôle	Redevance majorée de 100%

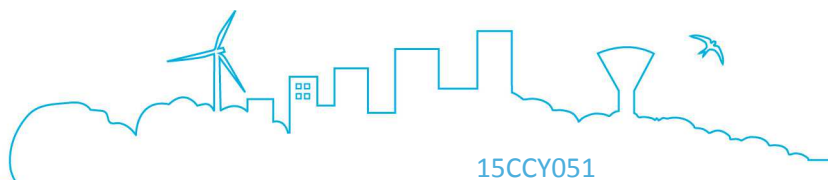
ANNEXE 2

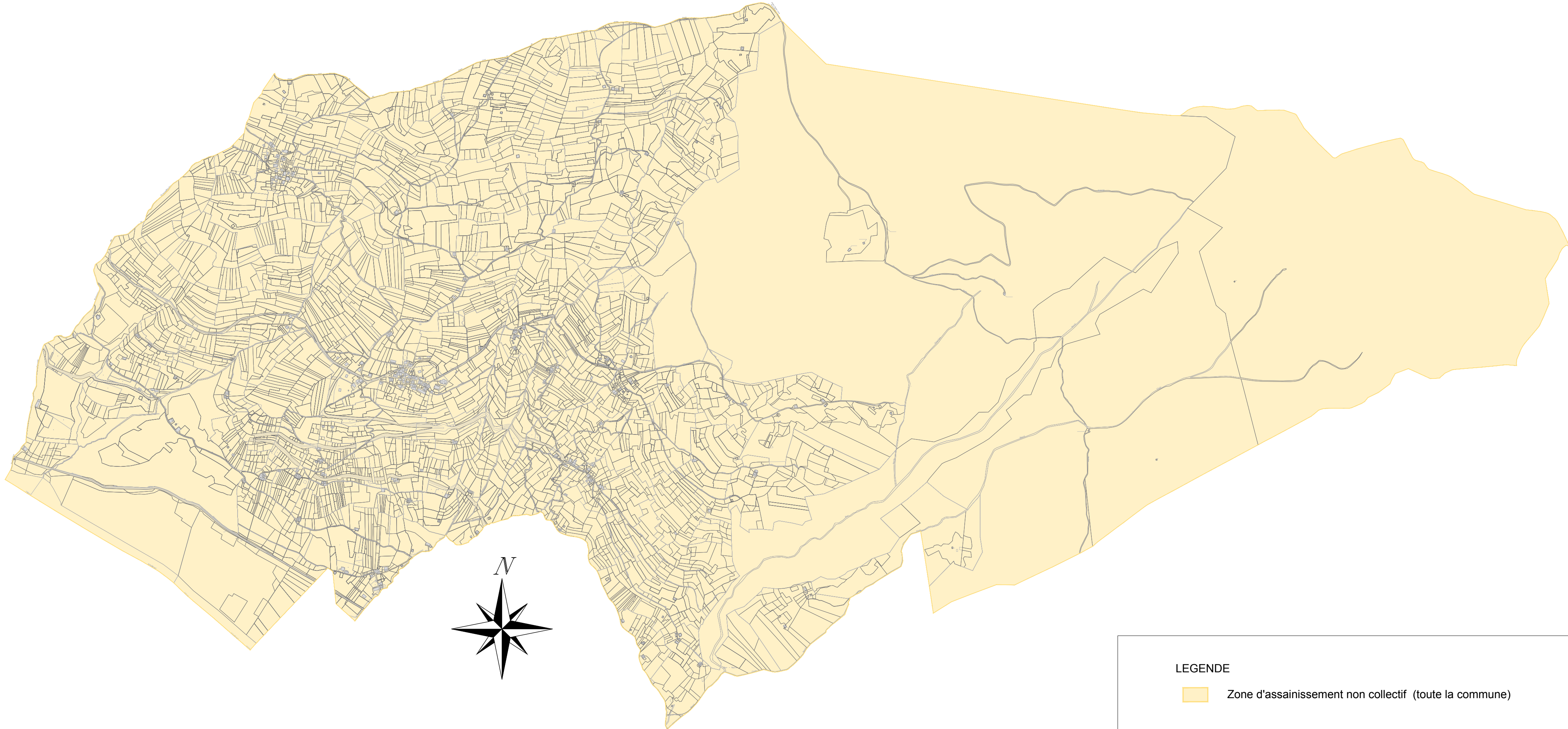
CARTE D'APTITUDE DES SOLS



ANNEXE 3

ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT





LEGENDE

Zone d'assainissement non collectif (toute la commune)

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE
COMMUNE DE BONVILLARET

MISE A JOUR DU
ZONAGE
D'ASSAINISSEMENT

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Ind.	Date	Nom	Modification	Vérifié

Fond de Plan dressé par :

CARTE DE LA COMMUNE

NUMERO DE PLAN: 1	
NUMERO D'ETUDE	ECHELLE
15CCY051	1 / 10 000
DATE	CHEF DE PROJET
26.05.2015	E. VIOLETTE



AGENCE DE CHAMBERY
Savoie Technolac
BP 318
73377 LE BOURGET DU LAC
Tél. 04 79 26 46 00
Fax. 04 79 26 46 08
chambery@safège.fr